

ÉLÉMENTS POUR LES COMPTES CULTURELS DE LA NATION

TOME II

La consommation culturelle des particuliers

Chapitre I

Caractéristiques générales de l'offre et de la demande culturelle

Chapitre II

Éléments pour les comptes  
culturels de la nation - Tome 2 : La  
consommation culturelle des  
particuliers / Chapitre 1 : L.  
Desplanques, Y. L.

principales données statistiques

CREDOC-Bibliothèque



Sou1968-2066

Février 1968



S O M M A I R E

<u>INTRODUCTION</u>	<u>Pages</u>
CHAPITRE I : Caractéristiques générales de l'offre et de la demande culturelle .....	5
I - LA CONSOMMATION EN VALEUR .....	5
A - Les principaux éléments du budget culturel .....	5
B - L'évolution des dépenses culturelles de 1955 à 1965 .....	7
II - LES PRIX .....	10
III - LES DEPENSES CULTURELLES EN VOLUME .....	
A - L'évolution .....	12
B - La structure du budget culturel .....	13
IV - DEPENSES CULTURELLES ET CONSOMMATION CULTURELLE .....	15
A - L'édition .....	16
B - Postes autres que l'édition .....	18
CONCLUSION .....	21
 CHAPITRE II : Caractéristiques principales de l'offre et de la demande des principaux supports culturels .....	 25
A - Le cinéma .....	26
B - Le théâtre .....	31
C - L'O.R.T.F. ....	37
D - Les Music-Halls, les chansonniers, les concerts .....	37
E - Les Musées, les monuments, les son et lumière .....	37
F - Les livres .....	38
G - Les revues - journaux .....	42
H - Les disques .....	45
I - La radio .....	46
J - Caméra, Appareils photo .....	46
K - Téléviseurs .....	46
L - Electrophones .....	46
M - Instruments de musique .....	47
 CHAPITRE III : les données statistiques (fascicule isolé)	

INTRODUCTION

Ce tome constitue un premier inventaire des données économiques et statistiques sur le "marché" de la culture en France. Il rassemble les éléments essentiels de l'offre et de la demande.

La méthode utilisée

Il semble indispensable de rappeler la méthode utilisée que cette recherche n'a nullement la prétention de chiffrer exhaustivement la production et la consommation de culture, étant donné les incommensurables aspects que peut revêtir cette notion dans la réalité quotidienne et dans la vie économique.

Il s'est agi beaucoup plus modestement de quantifier ses principaux supports, puis de rechercher dans les éléments de chacun d'eux ceux susceptibles d'avoir sur elle une incidence prédominante.

La méthode utilisée soulève, il faut le reconnaître, des critiques justifiées. La culture est une notion par trop diffuse pour qu'elle puisse se ramener à de simples notions quantitatives et que le choix de ses supports ne puisse être considéré comme arbitraire en tout état de cause.

Pourtant ce choix s'imposait, car sans lui il s'avèrait impossible de répondre aux impératifs de la mission qui nous était confiée. Toutefois, pour atténuer quelque peu le caractère grossier et rudimentaire des résultats qu'implique une telle méthode, conscients de ce que la culture ne se présente jamais à l'état pur et que ses supports ne possèdent pas le même degré culturel, il nous a paru nécessaire d'aller plus avant et de faire une sélection dans les composantes de chacun d'eux.

Ce travail nous a conduits, en définitive, à revoir et même, dans certains cas, à modifier les séries "culture et loisirs" du tableau général de la consommation et à les ventiler beaucoup plus finement.

L'effort a été principalement axé sur la série "spectacles" qui, constituant le support traditionnel essentiel, a été subdivisé entre les cinq postes suivants :

- . Cinéma
- . Théâtre
- . O.R.T.F. (redevance)
- . Music-halls, chansonniers, concerts
- . Musées, monuments, son et lumière.

L'édition a été également analysée en détail et répartie en trois rubriques :

- . Livres
- . Revues et journaux
- . Disques.

Pour les biens d'équipement dont l'étude n'avait pas été spécifiée dans le contrat et qui n'ont en fait qu'une implication indirecte sur l'objet de cette recherche, en ce sens que le mobile de l'achat n'a qu'un rapport très lointain avec la culture, les travaux ont été moins poussés, sauf en ce qui concerne les instruments de musique qui peuvent être considérés comme culturels à 100 % parce qu'ils sont un outil de diffusion voire de création culturelles. Ce poste "équipement" se décompose comme suit :

- . Radio ...
- . Caméras, appareils photos
- . Télévision
- . Electrophone, tourne-disque ...
- . Instruments de musique

Pour chacune de ces 13 séries portant sur les années 1955-1965, l'accent a été mis sur la consommation.

Nous nous sommes efforcés de présenter ces différentes consommations culturelles en les décomposant au maximum, afin de laisser le champ libre à tous les regroupements possibles dans un stade ultérieur.

La plupart des postes ont été subdivisés en deux ou trois rubriques en fonction de la documentation disponible et de l'existence de critères dont certains ont été établis par les spécialistes de l'U.N.E.S.C.O.. En l'absence de critères, nous nous sommes contentés, pour pouvoir présenter dans la synthèse des agregats "homogènes", d'établir une quote-part estimative de culture spécifique.

Cette ventilation complémentaire nous paraît susceptible d'apporter une lumière supplémentaire sur la masse relativement confuse que représente la sommation de ces 13 séries de dépenses plus ou moins hétérogènes.

Notre effort ne s'est toutefois pas limité à l'examen pur et simple de la consommation, étant donné que l'objet lointain de cette première démarche doit aboutir à l'établissement des Comptes Culturels de la Nation.

Nous avons rassemblé, sans en faire comme pour la demande une synthèse exhaustive et détaillée, la plupart des données disponibles sur l'activité culturelle pour tous les stades en amont de la consommation.

C'est ainsi que pour chacune des séries ont été systématiquement fournies, sauf rares exceptions, des statistiques sur la diffusion (fréquentation), la distribution, les échanges extérieurs et la production.

L'analyse de la production a été moins systématiquement poussée que celle de la consommation, car elle revêt à nos yeux une moindre importance.

En effet, la Culture a bien une incidence profonde sur l'activité économique, mais une incidence indirecte au second degré, l'incidence directe n'étant en réalité que d'une importance toute relative, vu sa part assez faible dans la consommation et, par là même, dans la production.

En effet, si l'on admet que la Culture, au sens large, représente à peine 3,8 % de la consommation et au sens strict une part infiniment plus modeste, il devient bien évident qu'un bouleversement de son rythme de croissance, susceptible d'entraîner un doublement des dépenses en quelques années, n'aura en réalité dans l'ensemble de la production nationale qu'un effet limité nettement inférieur à une variation de quelques points de la demande de viande ou de voitures automobiles.

En revanche, les effets indirects d'une telle progression par les modifications qu'ils entraînent dans le comportement des consommateurs et des producteurs eux-mêmes, se soldent par des répercussions sur l'ensemble de l'activité économique sans aucune commune mesure avec ses effets directs car ils ne porteront pas sur une part relativement faible mais sur l'ensemble de la production et de la consommation.

### Intérêt de l'étude

Cette analyse sur le marché culturel à ses différents stades offre, malgré toutes ses imperfections, l'avantage d'appréhender assez valablement le comportement des consommateurs en indiquant les principales activités sur lesquelles porte la demande.

Cette étude qui concerne, en définitive, ce que certains spécialistes appellent dédaigneusement et de façon assez péjorative la "culture commerciale" présente à bien réfléchir tout autant d'intérêt, si ce n'est plus, que l'examen de ces autres formes de culture beaucoup plus "nobles" dispensées gratuitement par ces mêmes spécialistes grâce aux subventions de l'Etat et des autres collectivités, car c'est elle, et elle seule, qui reflète les besoins et les aspirations profondes des utilisateurs.

L'analyse même globale de ces besoins, à travers le prisme plus ou moins déformant des dépenses, permet de saisir les véritables tendances de la demande et d'en déduire d'utiles leçons pour les aspects les plus nobles et les plus désintéressés de la politique culturelle.

Il serait vain, en effet, de faire de lourds et pénibles efforts dans les meilleures intentions du monde s'ils ne devaient répondre aux aspirations véritables des masses car ils n'aboutiraient en fait qu'à approfondir un fossé déjà trop large entre elles et l'aristocratie culturelle contemporaine.

Ainsi, aussi curieux que cela puisse paraître, la diffusion culturelle passe par la voie étroite de cette "culture commerciale" si injustement et abusivement dénigrée.

CHAPITRE I

Caractéristiques générales de l'offre et de la demande culturelle

L.DESPLANQUES/Y.LIGIER

## I/ LA CONSOMMATION EN VALEUR (I)

Les dépenses culturelles des particuliers revêtent une certaine importance ; elles ont atteint en 1965 près de 11 milliards de francs. Les Français consacrent à la culture presque autant qu'à leur loyer (14,5 milliards) nettement plus qu'à leurs médecins et chirurgiens-dentistes (9,3) le double, ou presque, que pour leurs achats d'automobiles neuves (6,2 milliards).

Leurs dépenses constituent une part plus qu'appréciable des principaux postes de leur budget non alimentaire : près de la moitié (45 %) des dépenses de culture loisirs, distraction ou de celles de transports, le tiers des achats d'habillement et le cinquième du montant affecté à l'habitation.

Toutefois, cette importance n'est que toute relative car la consommation culturelle ne représente, en définitive, qu'à peine 3,8 % du budget global soit 2 seulement 2 fois plus que la consommation de tabac et allumettes (1,8 %) et près de 3 fois moins que la consommation de viande (10,7 %).

### A/ LES PRINCIPAUX ELEMENTS DU BUDGET CULTUREL

Les dépenses ventilées en 13 rubriques d'un poids très inégal, peuvent être schématiquement regroupées en 3 grands postes : spectacles, édition, matériel d'équipement relativement homogènes sur le plan de l'économie culturelle.

Le premier, "les spectacles", qui représente un peu moins du cinquième (18 %) est uniquement constitué par des services "consomptibles par le premier usage" à finalité culturelle prépondérante.

Le second, "l'édition" : livres, revues, journaux, disques, occupe une position primordiale, avec plus de la moitié du budget culturel (50,8 %). Toutefois, les dépenses figurant à cette rubrique composée de biens semi-durables ont une finalité culturelle nettement moins accusée que les spectacles.

"Le matériel d'équipement" qui correspond aux biens durables représente un peu moins du tiers du budget (31,2 %) et concerne des dépenses dont la finalité culturelle est en général beaucoup plus implicite et indirecte que pour les deux postes précédents, en ce sens que les acheteurs d'un appareil de radio, de photo ou de télévision, obéissent dans la plupart des cas à des motivations autres que culturelles.

---

(I) cf. tableaux I à VI en annexe.

L'examen détaillé du budget culturel permet de mieux saisir le poids respectif de ses différentes composantes et d'établir une hiérarchie des dépenses quelque peu différente de celle qu'on peut imaginer de prime abord. C'est ainsi, notamment, que les sommes consacrées au théâtre, un des postes essentiels, aux yeux de la plupart des gens du budget culturel, dépassent à peine 1 % de ce budget !

Les revues et journaux occupent dans ce classement hiérarchique la première place avec plus du quart du budget (27,5 %). Les dépenses qui leur sont consacrées (3 milliards) dépassent sensiblement celles réservées aux achats d'appareils radio et de télévision (2,8 milliards).

Les appareils de télévision viennent, cependant, en seconde position avec plus du cinquième de l'ensemble des dépenses (2,25 milliards).

(Il est vrai qu'ils représentent les 2/3 environ des achats de matériel d'équipement).

Les livres s'inscrivent immédiatement après avec une part pratiquement identique. Ces trois postes à eux seuls absorbent plus des 2/3 du budget culturel (67,7 %).

Les dix autres postes ont évidemment une importance relative très faible. Parmi eux, trois se distinguent assez nettement des autres avec une part supérieure à 5 % : Le cinéma et les redevances à l'O.R.T.F. (8 % environ) ainsi que les achats d'appareils radio (5,5 %).

Les dépenses de disques et d'électrophones qui se répartissent équitablement entre ces 2 postes ne sont pas non plus négligeables avec 7,2 % du budget, la part affectée aux achats d'appareils photos et caméras est beaucoup plus faible (1,4 %).

Les 4 derniers éléments du budget : théâtres, music-halls, chansonniers, concerts, musées, monuments et instruments de musique qui concernent tous des dépenses à finalité culturelle très prononcée, occupent une position particulièrement modeste avec à peine 2,3 % du budget dont 1,2 % pour le théâtre, 0,7% pour les music-halls chansonniers et concerts et 0,2 % à peine pour les musées et monuments, ainsi qu'instruments de musique.

Cette hiérarchie des dépenses laisse implicitement supposé une demande culturelle assez faible, caractéristique qui se dégage également de l'examen de l'évolution des dépenses au cours de la dernière décennie.

## B/ L'EVOLUTION DES DEPENSES CULTURELLES DE 1955 à 1965

Il est habituel, pour ne pas dire banal, de trouver dans toutes les études consacrées à ce sujet de longs et sentencieux développements sur la croissance particulièrement rapide du poste "culture-loisirs-distraktion". De là, à en déduire que la demande culturelle est particulièrement soutenue il n'y a qu'un pas à franchir, que franchissent effectivement la plupart des auteurs.

Or, la réalité est beaucoup plus complexe et le jugement à porter sur l'évolution des dépenses culturelles mérite d'être plus nuancé.

Il est certain que les dépenses globales du poste "culture-loisirs-distraktion" se sont développées à un rythme particulièrement rapide de 1955 à 1965, nettement supérieur à celui de l'ensemble de la consommation et que parmi ces dépenses, les dépenses culturelles proprement dites telles qu'elles ont été précédemment définies sont celles qui ont connu la progression la plus forte. Calculées sur la base 100 en 1955, elles se retrouvent, en effet, 10 ans plus tard à l'indice 350, contre l'indice 300 pour l'ensemble du poste et l'indice 250 pour la consommation globale et les dépenses de loisirs (cf. graphique I et II, et tableaux I à 9).

### I) Evolution par grands postes

L'analyse détaillée de l'évolution du budget culturel montre malheureusement que parmi les 3 grands postes retenus, c'est le troisième "les biens d'équipements" à finalité culturelle peu prononcée en apparence qui est surtout à l'origine de cette remarquable expansion. Ce poste qui représente actuellement près du tiers des dépenses a connu, en effet, une expansion considérable puisqu'il a sextuplé en 10 ans passant de 587 à 3,418 millions de francs.

L'édition a bénéficié elle aussi d'un accroissement substantiel ; elle a pratiquement quadruplé atteignant en 1965 : 5.548 millions contre 1744 dix ans auparavant.

Les spectacles ont également augmenté mais à un taux nettement moindre. Leurs dépenses au cours de la période ont été simplement multiplié par 2,5, encore faut-il préciser que ce poste comprend les redevances à l'O.R.T.F. qui, pratiquement liées aux achats d'équipement, ont plus que sextuplé enregistrant une augmentation du même ordre de grandeur que ces derniers. Si l'on retranche ces redevances du poste spectacles, sa progression se ramène à 69 %, taux pratiquement identique à celui de l'ensemble de la consommation !

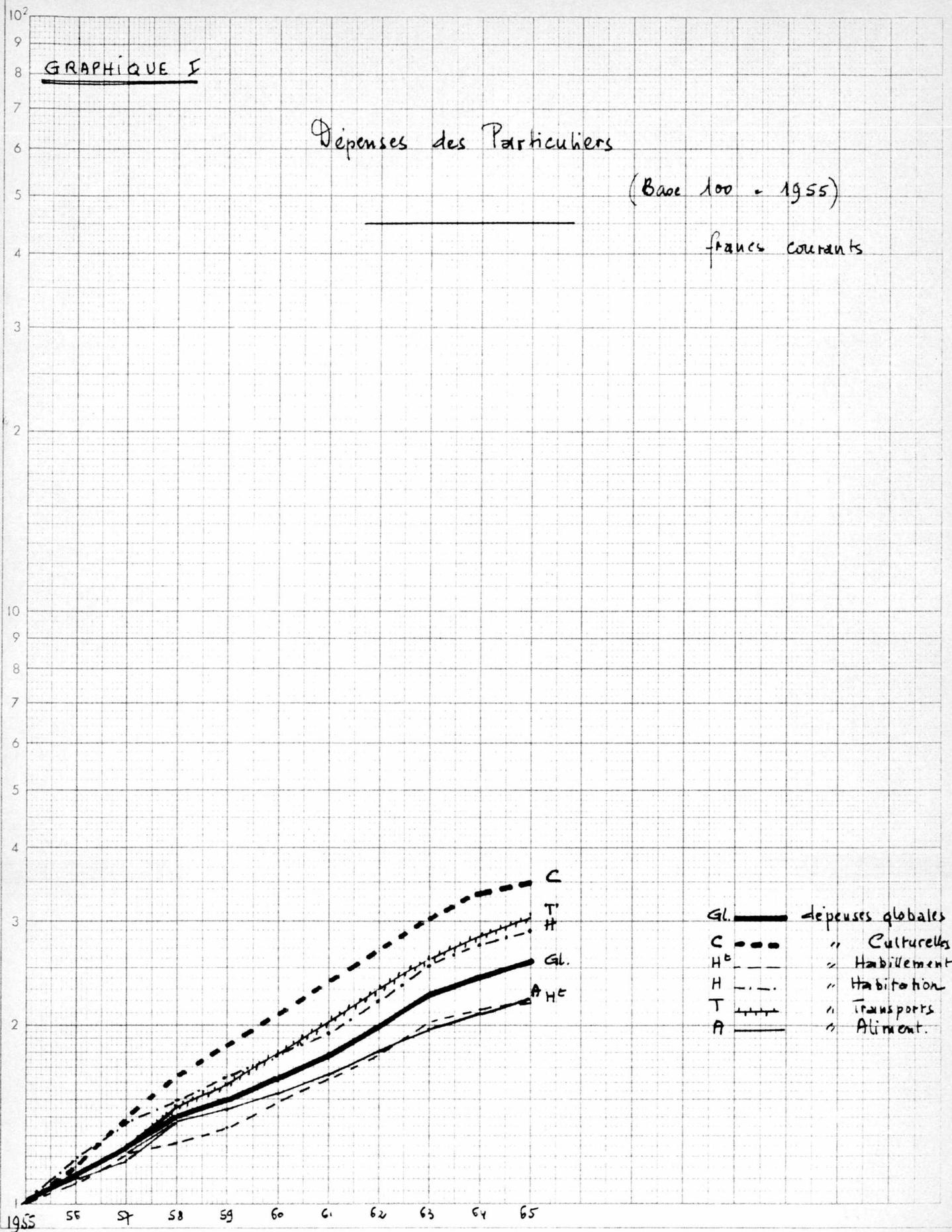
Il apparaît ainsi bien évident que la brillante progression du budget culturel masque en réalité une disparité d'évolution nettement accusée entre ses 3 éléments principaux.

GRAPHIQUE I

Dépenses des Particuliers

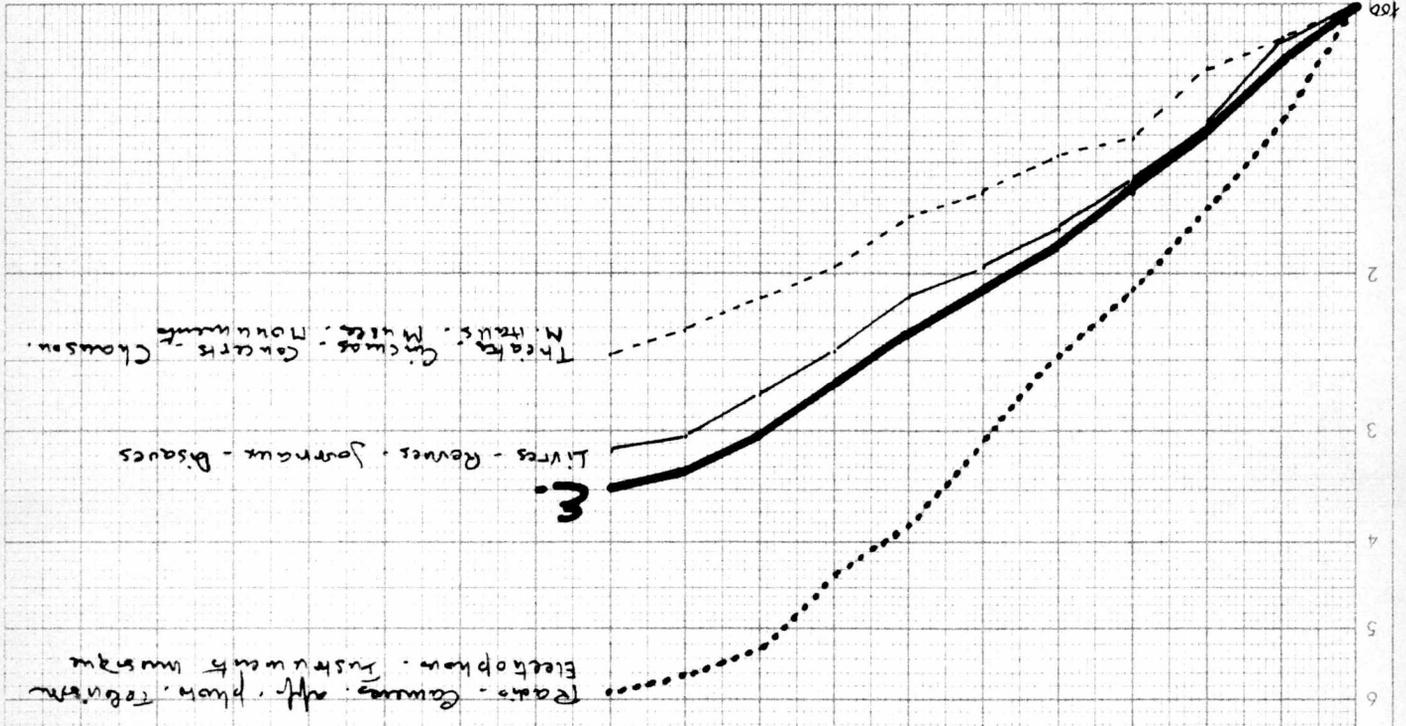
(Base 100 - 1955)

francs courants



- Gl. ——— dépenses globales
- C - - - " Culturelles
- H<sup>c</sup> - - - " Habillement
- H - - - " Habitation
- T + + + + " Transports
- A ——— " Aliment.

1958 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65



(Base 100 : 1958)  
Francs constants

Evolution des dépenses culturelles  
de l'audiovisuel

FRANCAIS II

De ce fait, tout jugement sur le développement rapide de ce budget doit être nuancée en précisant bien que le taux d'accroissement de ses trois postes a varié de façon inversement proportionnelle à la finalité culturelle de chacun d'eux, étant faible pour les spectacles, nettement élevé pour l'édition, et particulièrement fort pour les biens d'équipement.

Comme le montre le graphique 3, la courbe de l'ensemble des dépenses culturelles s'est constamment maintenu au cours de la période étudiée, au-dessus des courbes de la consommation totale et de la consommation de loisirs proprement dits avec un écart de plus en plus important au cours des années.

Il en est de même pour la courbe des dépenses culturelles non compris les biens d'équipement, mais l'écart est réduit de moitié.

## 2) Evolution détaillée par rubrique

La divergence d'évolution par grands groupes est encore plus accusée si l'on examine séparément chacune des rubriques:

Le record de progression appartient aux achats d'appareils de télévision qui ont plus que décuplés (indice 1155) et représentent à l'heure actuelle plus du cinquième des dépenses culturelles contre 6% à peine en 1955.

Les musées et monuments se classent en seconde position avec l'indice 866, mais malgré cette évolution ce poste continue à rester avec les instruments de musique le plus faible du budget.

Les redevances à l'O.R.T.F. qui se situent immédiatement après ont plus que sextuplé (indice 667).

L'ensemble des dépenses des particuliers pour la télévision (achats d'appareils et redevances) ont presque décuplé en ces dix années passant de 334 à 3.110 millions.

La progression des autres postes en forte expansion (électrophones, disques, caméras et appareils photos) est inférieure de moitié, les dépenses les concernant ayant quadruplé ou quintuplé.

Les instruments de musique, les music-halls chansonniers, concerts les livres et les revues journaux ont connu un accroissement à peu près comparable à celui de l'ensemble du poste et se retrouvent en 1965 avec un indice d'évolution de l'ordre de 350.

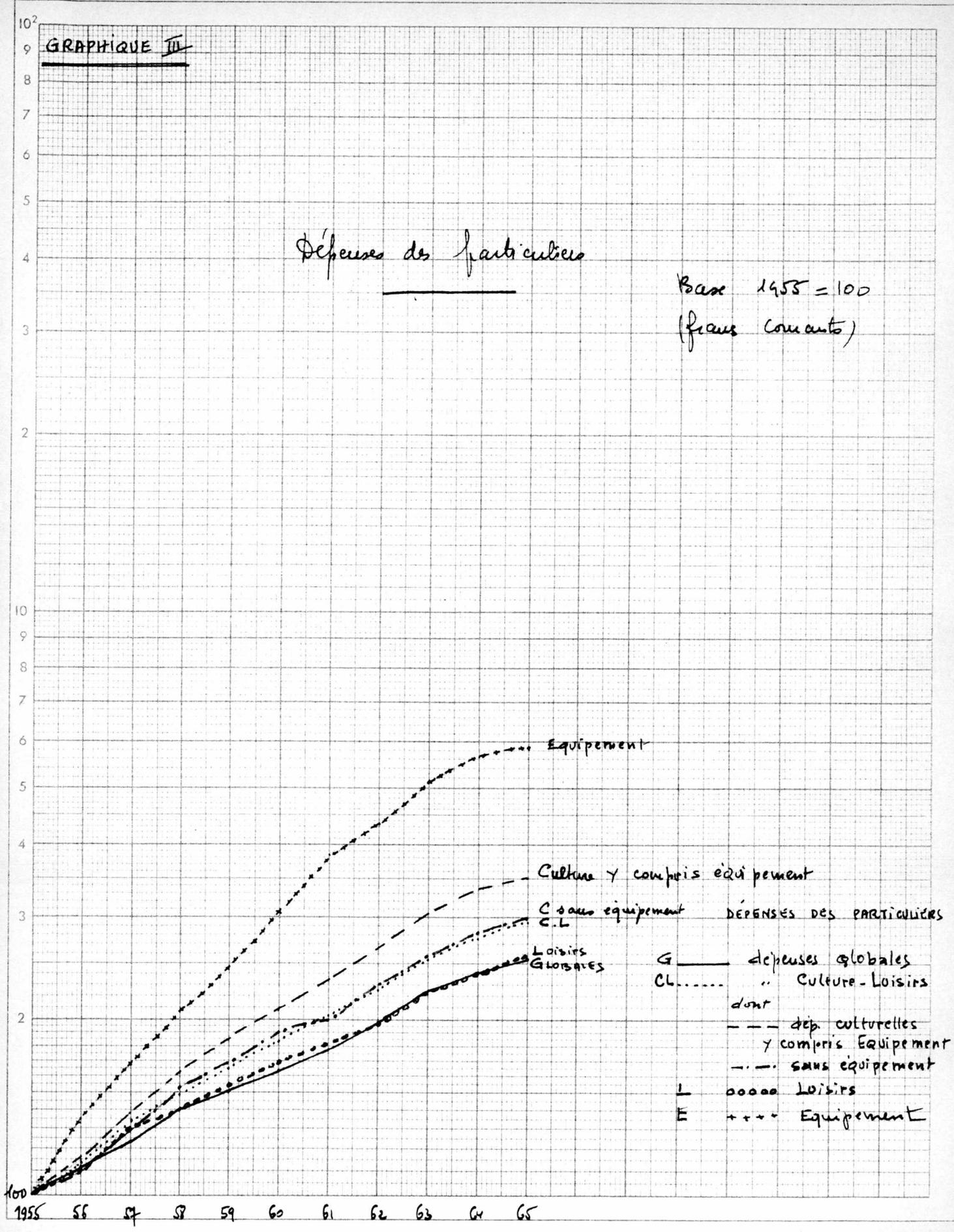
En revanche, la radio, le théâtre et surtout le cinéma qui se classaient il y a encore 10 ans parmi les principaux supports traditionnels de la culture et représentaient près de 30 % du budget, n'ont eu qu'un développement limité.

Les dépenses ont simplement doublé pour les premiers et enregistrent

GRAPHIQUE III

Dépenses des particuliers

Base 1955 = 100  
(sans courants)



G ——— dépenses globales  
 CL ..... " Culture-Loisirs  
 dont  
 --- dep. culturelles y compris Equipement  
 --- sans équipement  
 L oooooo Loisirs  
 E + + + + Equipement

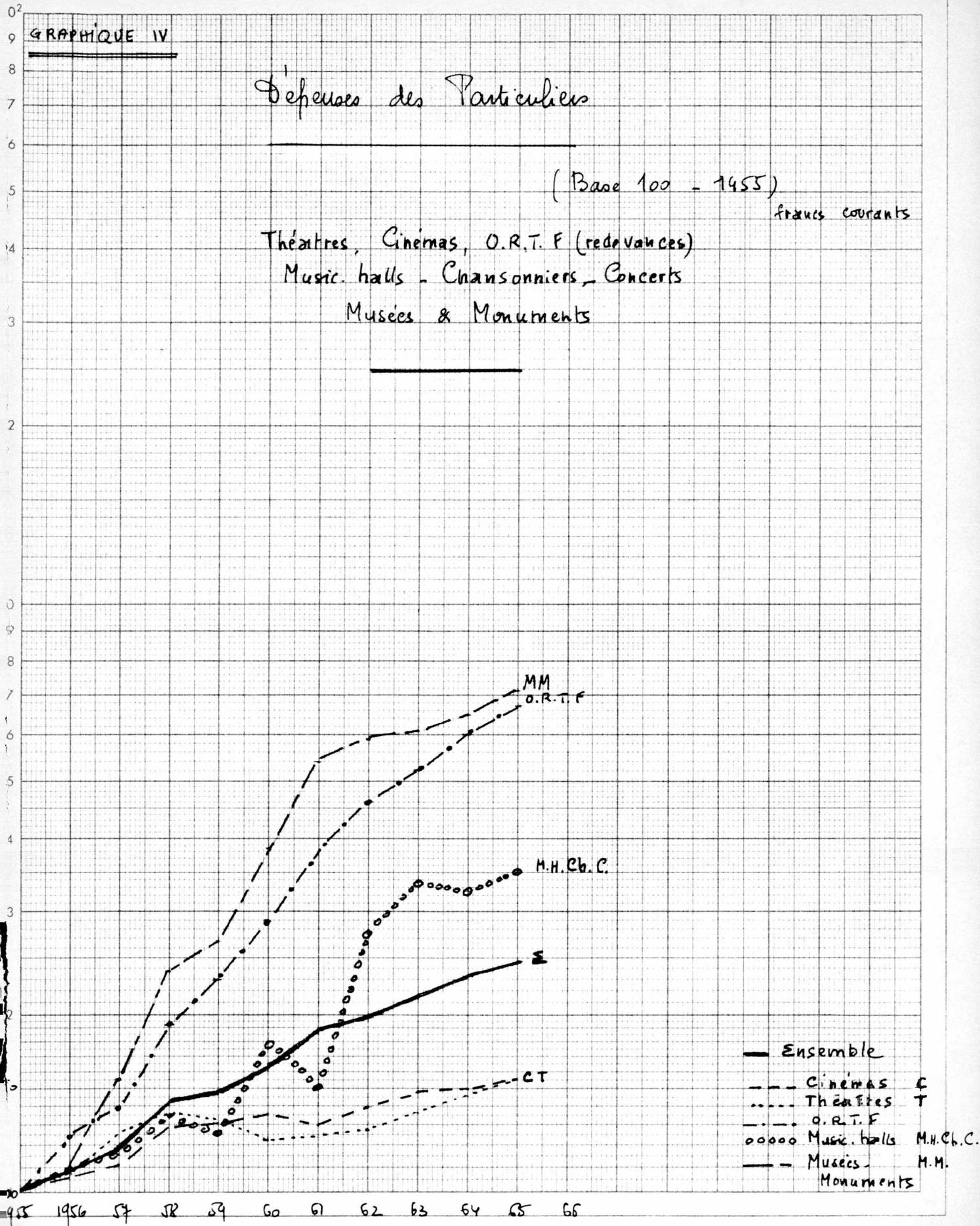
GRAPHIQUE IV

Dépenses des Particuliers

(Base 100 - 1955)

francs courants

Théâtres, Cinémas, O.R.T.F (rediffusions)  
 Music-halls - Chansonniers, Concerts  
 Musées & Monuments



- Ensemble
- - - Cinémas C
- ... Théâtres T
- . - . O.R.T.F
- o o o o Music-halls M.H.Ch.C.
- - - Musées - M.M.
- Monuments

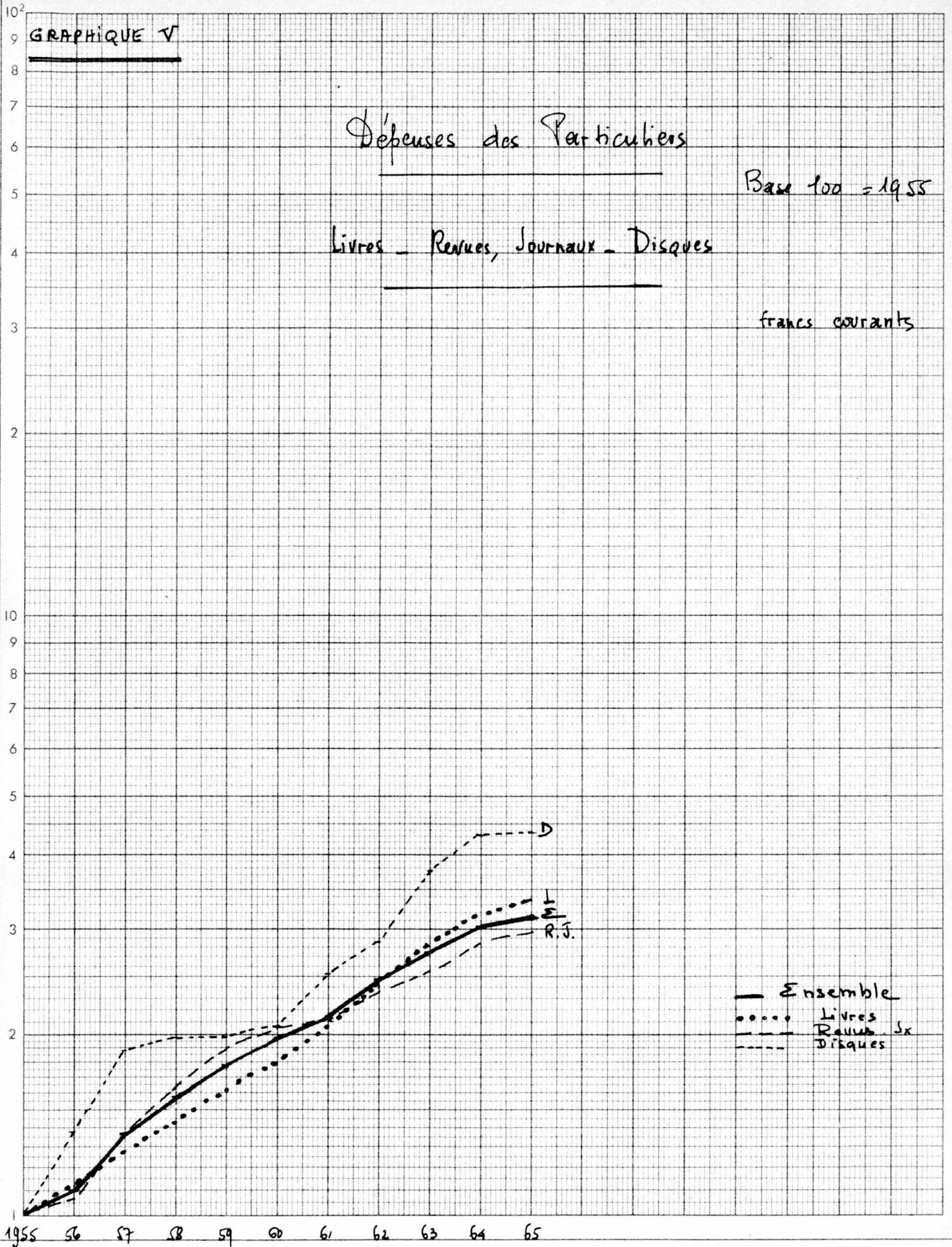
GRAPHIQUE V

Dépenses des Particuliers

Base 100 = 1955

Livres - Revues, Journaux - Disques

francs courants



— Ensemble  
..... Livres  
- - - - - Revue, Jx  
- . - . - Disques

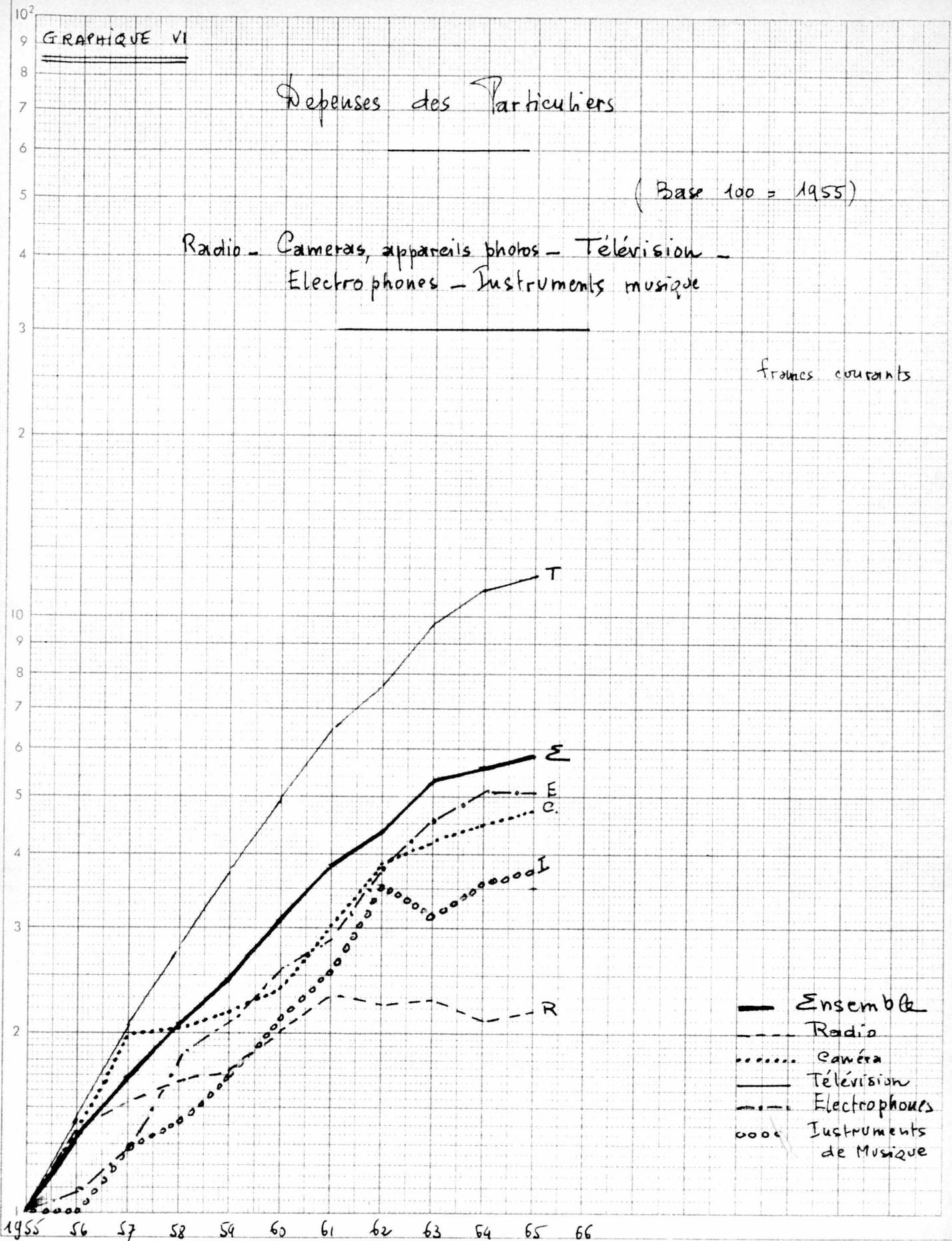
GRAPHIQUE VI

# Depenses des Particuliers

( Base 100 = 1955 )

Radio - Cameras, appareils photos - Télévision -  
Electrophones - Instruments musique

francs courants



- Ensemble
- - - Radio
- ..... Camera
- - - - Télévision
- · - · Electrophones
- o o o o Instruments de Musique

un accroissement qui a à peine dépassé 50 % pour le cinéma.

Telles sont les principales tendances de l'évolution du budget culturel en valeur, en francs courants, mais ces tendances comme nous le verrons au paragraphe III sur le budget en volume ou en francs constants vont se trouver sérieusement accentuées pour ne pas dire aggravées, par suite de l'évolution ou plus exactement de la divergence d'évolution des prix des différents postes.

### 3) Modification de la structure du budget

La divergence d'évolution de ses différents postes a entraîné de profondes transformations dans la structure du budget. Ces transformations sont nettement plus apparentes dans l'étude de la consommation réelle, en francs constants, mais paraît utile de les évoquer rapidement dans ce paragraphe sur les dépenses en francs courants, car l'évolution de ces dépenses marque beaucoup plus profondément le consommateur que celle en francs constants.

Le tableau III et le graphique 7 sur ce point particulier se passent de longs commentaires.

La part des spectacles, non compris les redevances à l'O.R.T.F., par suite du déclin du cinéma et du théâtre, a diminué de plus de moitié passant de 20,9 à 10,1 %.

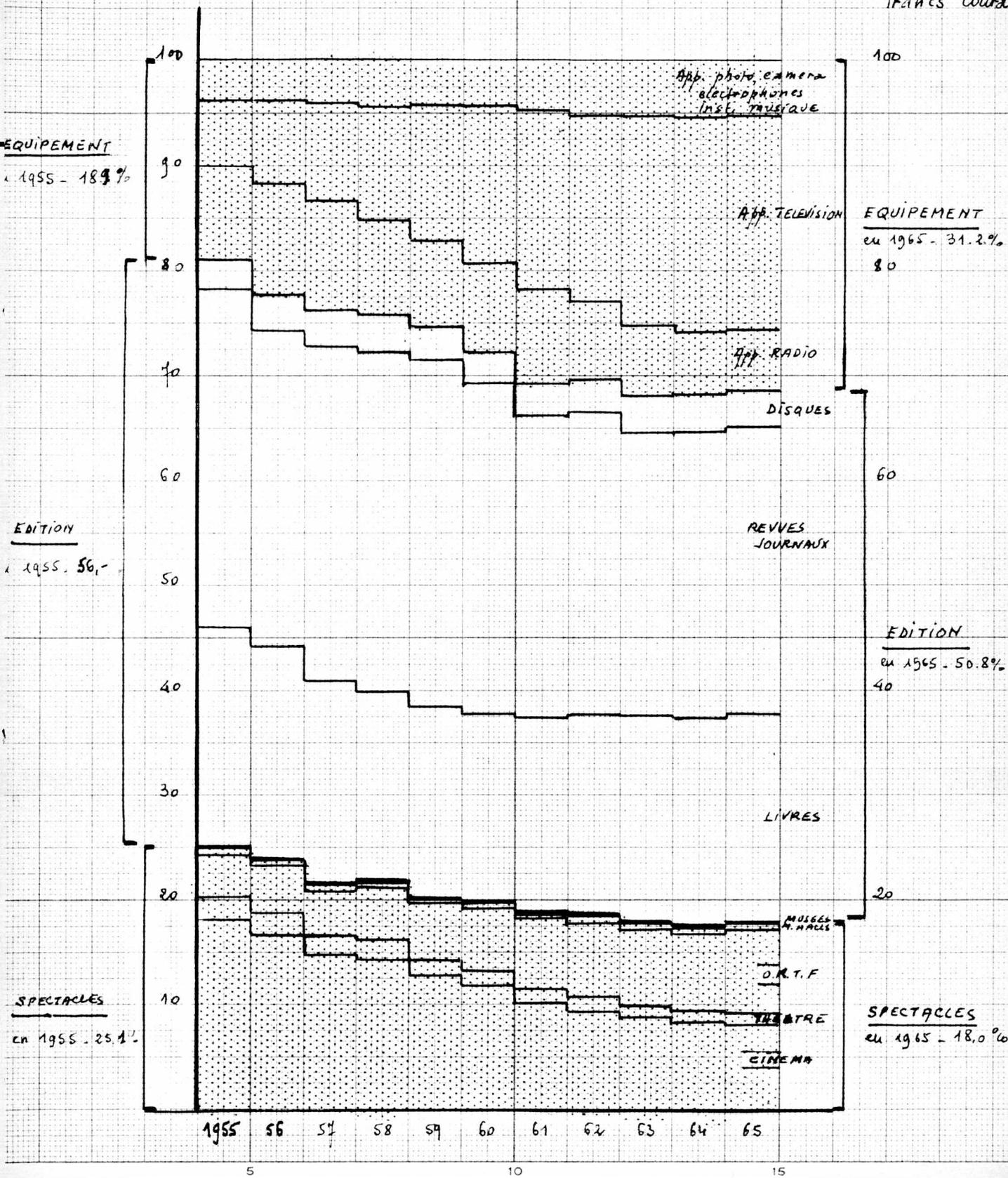
L'édition proprement dite : livres - revues et journaux, continue à rester le poste prédominant du budget, mais accuse un certain fléchissement puisqu'elle ne représente plus que 47,2 % de son montant global contre 53,1 % dix ans auparavant, ce glissement provient principalement du recul des "revues et journaux".

Le solde de ce budget consacré aux biens d'équipement culturel des ménages et aux dépenses qui leur sont étroitement liées : redevances à l'O.R.T.F. et disques qui, en 1955, était composé de postes dont aucun ne dépassait 10 %, a vu son importance relative croître très rapidement pour se rapprocher de celle de l'édition et atteindre 42,7 % des dépenses totales contre 26 % à peine en 1955. Cet essor est dû à la télévision qui absorbe plus du cinquième du budget si l'on ne tient compte que des achats d'appareils, mais plus du quart si l'on y ajoute les redevances.

Il semble utile de faire remarquer en conclusion que la part des biens d'équipement et de l'édition est prédominante : 90 % des dépenses.

DEPENSES CULTURELLES

Francs courants



## II/ LES PRIX

Les prix des différents postes du budget culturel ont connu une évolution pour le moins curieuse, pour ne pas dire paradoxale, en ce sens que contrairement à ce que l'on observe couramment ce sont les postes qui ont le moins augmenté en valeur qui ont accusé la plus forte hausse de prix, alors qu'inversement les prix du poste "équipement" qui a connu l'essor le plus remarquable sont restés pratiquement stationnaires et ont même légèrement fléchi. (cf. tableaux VII et VIII en ~~cinéma~~ et graphique 8).

La conséquence essentielle d'une telle disparité est d'accentuer très fortement, dans l'étude du budget en volume ou en francs constants, les tendances qui se dégagent de l'examen du budget en valeur.

En effet, les indices "volume" qui sont un assez fidèle reflet de l'évolution réelle puisqu'ils ne tiennent pas compte des déformations du budget dues aux variations de prix de chaque poste, s'obtiennent tout simplement en divisant les indices en valeur par les indices prix et en multipliant le quotient par 100 pour se retrouver en indices.

C'est ainsi que les biens d'équipement ont connu une évolution identique en volume et en valeur et se retrouvent dans l'un et l'autre cas à l'indice 600 puisque leurs prix sont restés stationnaires. En revanche pour les spectacles ou l'édition, dont les prix ont pratiquement doublé, l'évolution est moitié moindre et les indices en volume atteignent respectivement en 1965, 128 et 153 contre 250 et 310 pour les indices en valeur.

Cette évolution, malgré son caractère très particulier pour le budget culturel apparaît cependant fort logique. En effet, parmi les 3 grands postes de ce budget : spectacles, édition, biens d'équipement, la part des services est prédominante dans les 2 premiers et relativement faible dans le dernier.

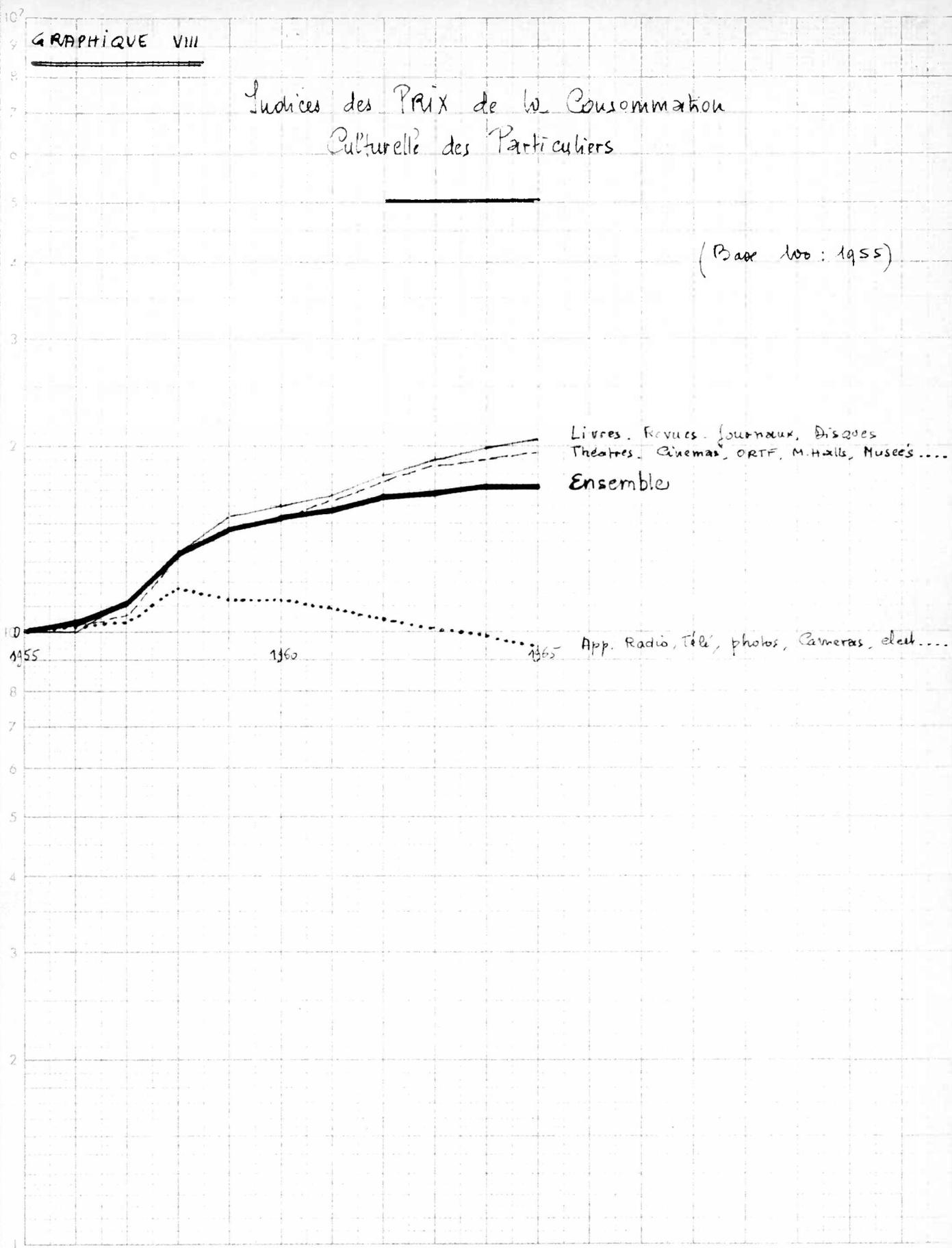
Or, à l'époque actuelle où le niveau de vie s'accroît rapidement, il est tout à fait normal que le prix des services augmente beaucoup plus rapidement que ceux des autres articles, notamment des produits manufacturés qui, bénéficiant de progrès technique modernes, peuvent être dans certains cas fabriqués à un prix de revient moins élevé.

L'incidence de ces progrès a été particulièrement sensible sur les biens d'équipement culturel qui constituent par excellence le poste de consommation qui a bénéficié, au maximum, des découvertes récentes et des innovations techniques. Ce poste est, par une curieuse coïncidence, presque uniquement

GRAPHIQUE VIII

Indices des Prix de la Consommation  
Culturelle des Particuliers

(Base 100 : 1955)



Livres, Revues, Journaux, Disques  
Théâtres, Cinémas, ORTF, M.H.A.B., Musées....  
Ensemble

App. Radio, Télé, photos, Caméras, élect....

composé de produits nouveaux qui, il y a à peine une génération, ne se trouvaient pas encore sur le marché : transistor, caméra, télévision, électrophone .. sans parler de la guitare électrique pour les instruments de musique.

De ce fait, le marché de l'ensemble de l'équipement culturel a connu normalement l'évolution classique de tout marché de biens d'équipement nouveaux dont le taux de progression, les premières années, est d'autant plus fort qu'il s'agit, d'une part, de l'apparition d'un article pour lequel la nouveauté stimule la demande, d'autre part, d'un bien d'équipement dont la diffusion à ses débuts est particulièrement rapide du fait même de l'absence d'équipement des foyers et, enfin, d'un produit dont les prix restent stables ou fléchissent même dans certains cas parce que, nouveau donc, fabriqué en petite série et à prix de revient élevé en début de période, mais en grande quantité et à moindre coût au bout d'un certain délai.

Ces rapides considérations expliquent logiquement pourquoi les biens d'équipement culturel se trouvent être parmi les très rares articles dont les prix ont baissé (- 5,4 %) alors que ceux des autres postes ont doublé avec une hausse de 95,3 % pour les spectacles et de 102,5 % pour l'édition.

Le record de la hausse appartient aux revues et journaux (+ 138 %) talonnés de près par le cinéma (+ 117 %) et toutes les autres rubriques du poste spectacles y compris les redevances à l'O.R.T.F. dont les prix ont augmenté avec un parfait et curieux ensemble, de 85 à 95 %.

Les livres avec une hausse de 64 % se retrouvent dans une position intermédiaire en compagnie des instruments de musique (+ 49 %).

Toutes les autres catégories de dépenses que comprennent les rubriques du poste équipement à l'exception des instruments de musique, mais avec en plus les disques, ont connu une évolution des prix particulièrement favorable : hausse faible de l'ordre de 20 % pour les électrophones, caméras, appareils photos et disques, stabilité pour les appareils de télévision et baisse de près de 15 % pour la radio.

Le fléchissement des prix du matériel radiophonique s'explique principalement par l'apparition sur le marché des postes à transistors. Il est à remarquer que le prix de la plupart de ces articles ont baissé d'une année sur l'autre en fin de période, alors que tous les autres prix ont été en constante progression. L'exemple le plus typique sur ce point est celui de la télévision dont les prix, après avoir régulièrement progressé pour atteindre leur augmentation maximum en 1960 (+ 25 %), ont ensuite régulièrement fléchi pour se retrouver en 1965 au même niveau qu'en 1955 et nettement en déca en 1966.

### III/ LES DEPENSES CULTURELLES EN VOLUME

L'étude des dépenses en volume ou en francs constants permet des comparaisons beaucoup plus valables que l'analyse en valeur entre les différentes composantes de la consommation et du budget culturel, car leurs variations ne sont plus faussées par la divergence d'évolution de leur prix respectif.

Elle confirme et accentue en général les principales caractéristiques qui se dégagent de l'analyse de l'évolution en francs courants et amplifient de façon assez considérable les déformations de la structure du budget culturel au cours de la dernière décennie.

#### A/ L'EVOLUTION

Les dépenses culturelles en volume ont plus que doublé (cf. tab. IX à XIV en annexes). Leur progression (104 %) a été 2 fois plus rapide ou presque que pour la consommation globale (61 %) et 3 fois plus que pour la consommation alimentaire (37 %). Elle dépasse toujours largement celle du poste "culture-loisirs-distraktion" (85 %) mais se trouve inférieure à celle des dépenses de transports (+ 108 %) - (Graphique IX).

Cette évolution globale du budget culturel masque en réalité des disparités considérables entre ces trois principaux éléments. Si la consommation de biens d'équipement a sextuplé, celle d'édition n'a augmenté que de 50 % et celle des spectacles d'à peine un quart. Le taux d'accroissement de cette dernière, beaucoup plus faible que celui de la consommation alimentaire est inférieur de plus de moitié à celui de l'ensemble de la consommation (graphique X).

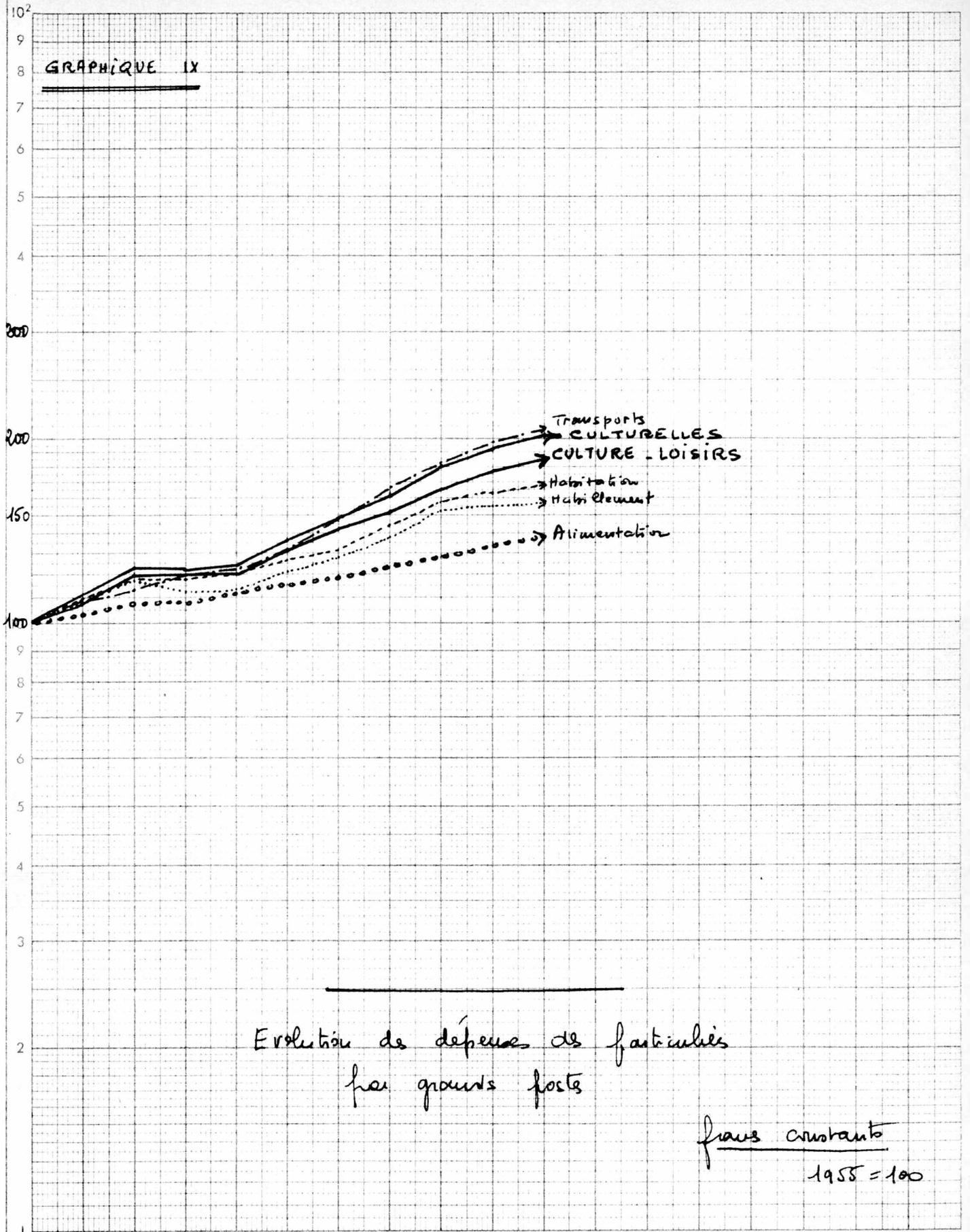
Pour les spectacles, il faut en outre souligner que leur accroissement dépend uniquement des redevances à l'O.R.T.F. qui sont directement liées à l'équipement des ménages en appareils de télévision (graphique XI). En effet, déduction faite de ces dernières, l'évolution du poste se traduit par un recul de près de 20 %.

En dehors de redevances qui ont connu un accroissement de 250 %, le poste spectacles ne comprend que deux rubriques en progression:

- . Musées et monuments
- . Music-halls chansonniers, concerts

dont les dépenses ont doublé, mais, malgré tout, n'ont encore qu'une importance minime.

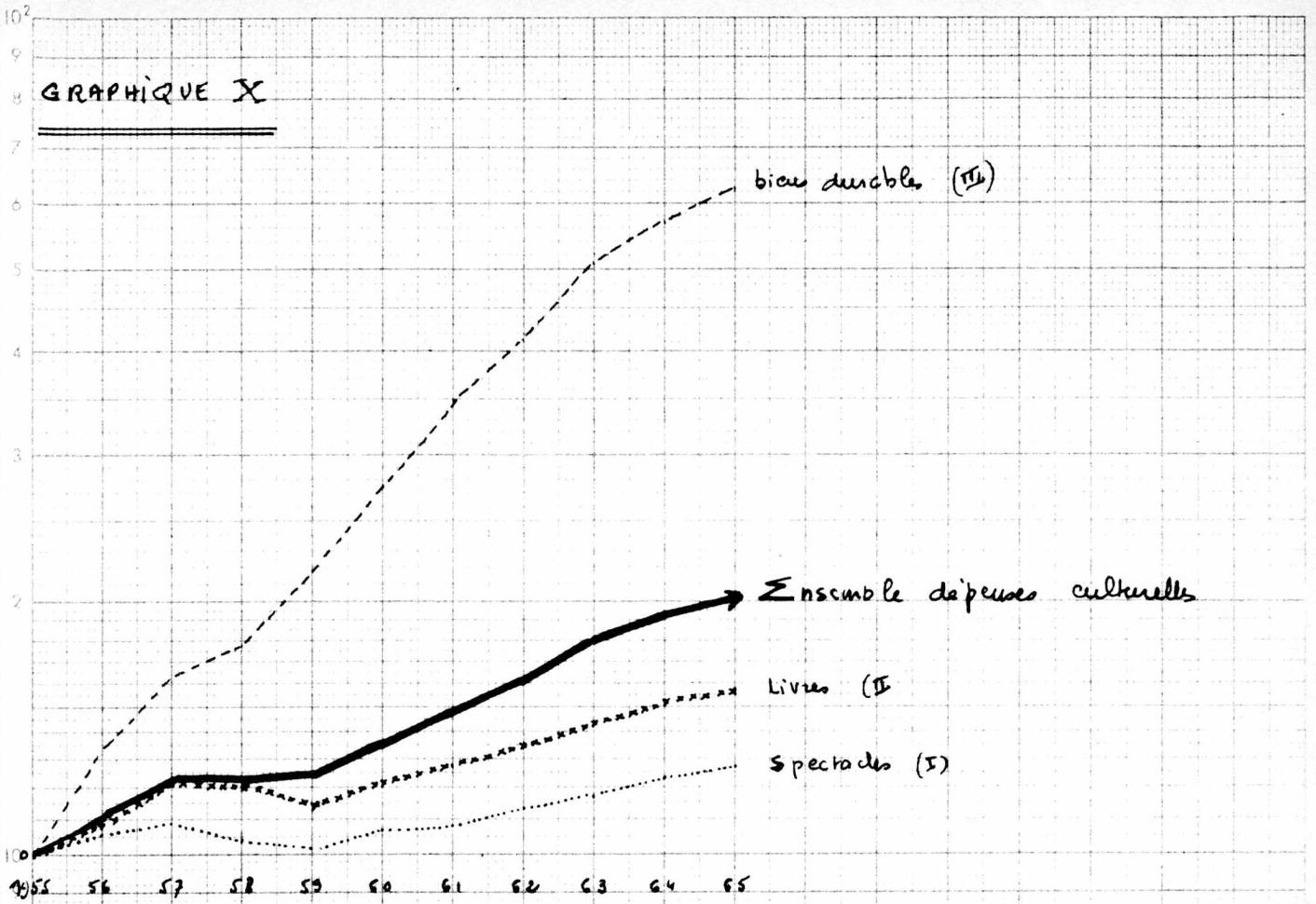
GRAPHIQUE IX



Evolution de dépenses de particuliers  
par grands postes

prix constants  
1955 = 100

GRAPHIQUE X



Dépenses culturelles  
Evolution  
Dépenses de Particuliers.

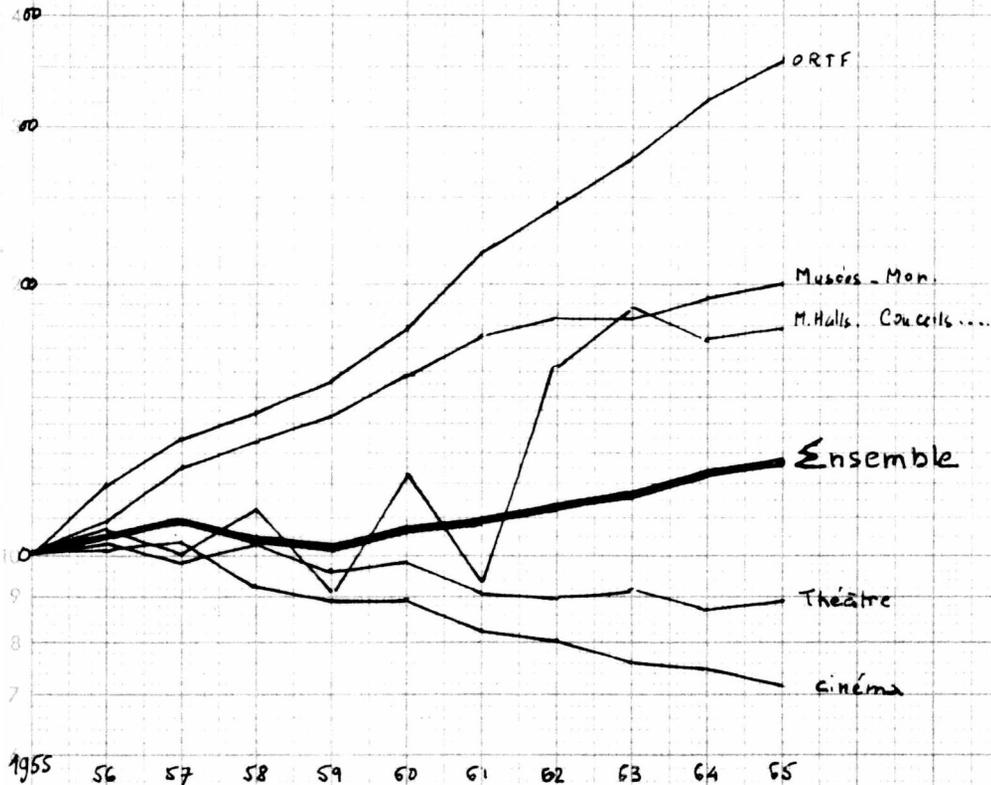
sans constants  
1955 = 100

GRAPHIQUE XI

Dépenses de Particuliers - francs constants

(Base 100 = 1955)

Cinema - Théâtre - ORTF - Music.Halls, Chansonniers, Concerts - Musées, Monu.



Les deux autres rubriques qui représentent à elles seules 90 % des dépenses de spectacles, non compris les redevances, ont au contraire connu un fléchissement marqué avec un recul non négligeable supérieur à 10 % pour le théâtre et particulièrement accusé pour le cinéma, de l'ordre de 30 %.

L'édition, dont les prix ont augmenté encore plus vite que ceux des spectacles, a connu du fait de cette hausse un accroissement de sa consommation réelle relativement modéré, inférieur à celui de l'ensemble des dépenses des particuliers (graphique XII).

En fait, cette progression de 57 % est la résultante de variations assez différentes, car si les revues et journaux n'ont bénéficié au cours de la période que d'un accroissement négligeable (25 %) les livres ont connu une progression fort honorable (103 %) mais nettement inférieure aux disques et bandes magnétiques qui se sont accru 2 fois 1/2 plus vite (+ 262 %).

La remarquable évolution de ce dernier poste est étroitement liée à l'expansion des électrophones, biens nouveaux qui ont totalement rénové le marché des phonographes du temps de la belle époque.

Le développement du poste "équipement" dont la demande a sextuplé au cours de la période est dominée par la progression de la télévision dont les ventes ont plus que décuplé et représentent près des 3/4 des dépenses d'équipement (graphique XIII).

La progression des autres dépenses est relativement plus modeste mais nullement négligeable.

La demande de caméras, appareils photos et électrophones a pratiquement quadruplé, celle des radios et instruments de musique plus que doublé avec un accroissement de 150 %.

## B/ LA STRUCTURE DU BUDGET CULTUREL

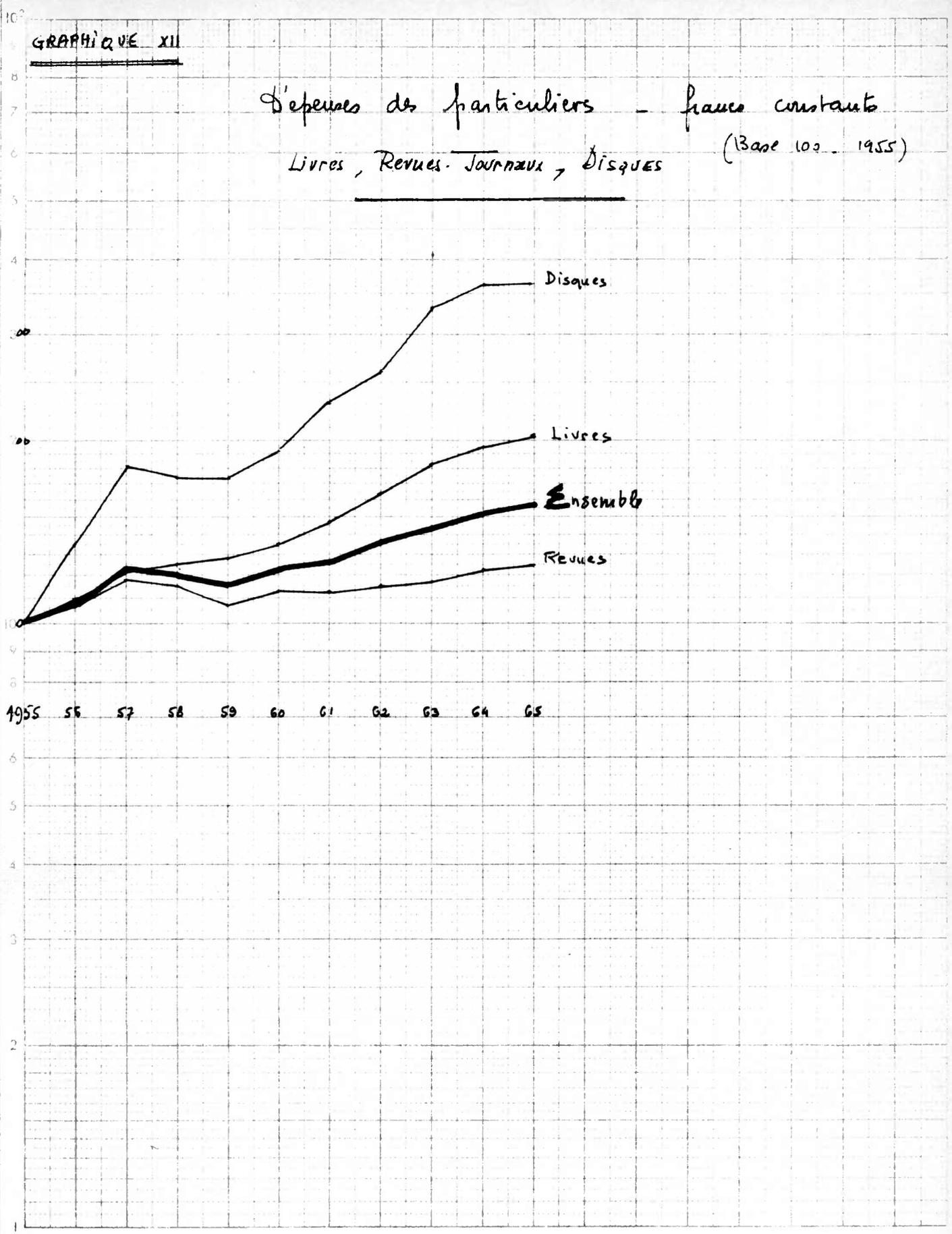
Sous l'influence de cette évolution, la structure du budget culturel s'est considérablement modifiée au cours de la décennie

Les spectacles proprement dits, non compris l'O.R.T.F., qui représentaient encore plus du cinquième du budget (22 %) en 1955, ont vu leur part s'évanouir au fil des années pour n'en être plus que le douzième (8,7 %) en 1965.

L'édition proprement dite "livres-revues-journaux" a subi elle aussi un recul marqué. Sa part qui atteignait près de 60 % en 1955 est inférieure à 45 % dix ans plus tard. Il faut remarquer que cette évolution globale est dû uniquement aux "revues et journaux" dont le pourcentage a été ramené de 40 % à 25 %, alors que l'importance relative des dépenses de livres est pratiquement restée stationnaire au cours de la période, aux alentours de 19 %.

GRAPHIQUE XII

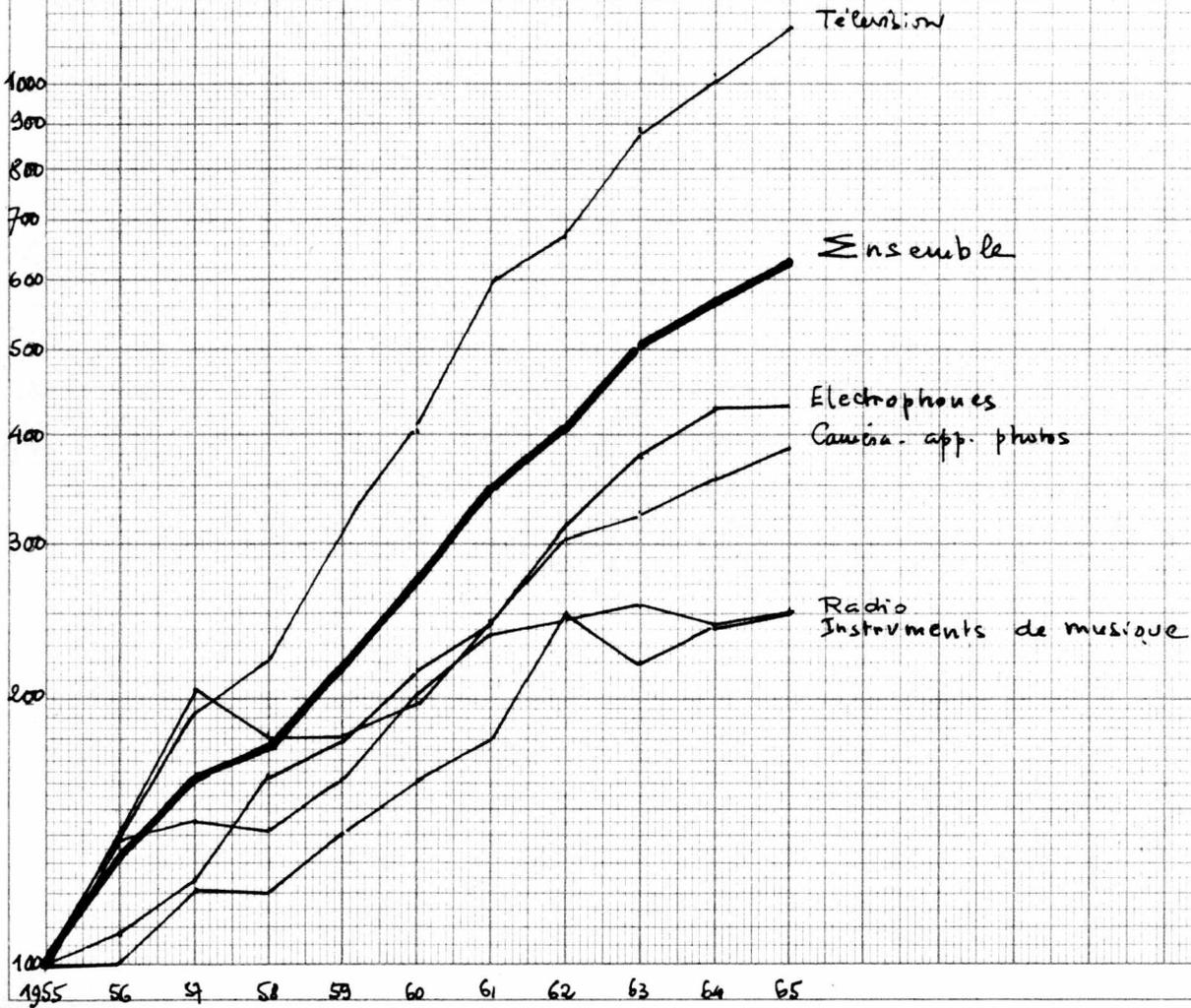
Dépenses des particuliers - francs constants  
Livres, Revues, Journaux, Disques (Base 100 - 1955)



GRAPHIQUE XIII

Dépenses des particuliers - francs constants  
(Base 100 : 1955)

Radio - Caméras, App. photos - Télévision - Electrophones - Ins. Musique



VV

Le matériel d'équipement proprement dit, y compris les redevances à l'O.R.T.F. et les disques et bandes magnétiques se trouve être le principal bénéficiaire de cette évolution. Sa part qui était inférieure au cinquième en 1965 (18,6 %) doit atteindre de nos jours 50 % puisqu'elle était en 1965 de 47,7 %.

Les biens nouveaux se trouvent être le principal moteur de cette évolution. Parmi ces derniers, la télévision (appareils et redevances) se classe en tête puisqu'elle absorbe le tiers du budget culturel 32,8 % contre 9 % à peine 10 ans plus tôt.

Les électrophones, disques et bandes magnétiques (3,8 % en 1955) se classent à l'heure actuelle en seconde position (7,3 %) soit à peu près l'équivalent du cinéma et théâtre réunis (7,6 %).

Le poste "caméras et appareils photos" a vu sa part presque doubler au cours de la période, tandis que celle de la radio n'a augmenté que de 25 %, les deux postes représentent il est vrai des marchés traditionnels dont l'évolution ne s'explique que par des innovations techniques qui ont stimulé la demande: les caméras, pour le premier poste, les appareils à transistor pour la radio.

En revanche, les instruments de musique qui peuvent être considérés comme le bien d'équipement culturel le plus traditionnel présente une évolution qui se solde par une stagnation, mouvement qui aurait pu se transformer en recul sans le succès, depuis 5 ou 6 ans de la guitare électrique.

#### IV/ DEPENSES CULTURELLES ET CONSOMMATION CULTURELLE

Premier essai de mesure de la consommation réelle (cf. graphique XIV)

Particulièrement conscient de l'hétérogénéité des différents postes du budget culturel tel qu'il se présente dans les paragraphes précédents, nous avons essayé d'amorcer pour la plupart des supports une partition supplémentaire entre les dépenses culturelles proprement dites et les autres dépenses intégrées à ces supports, n'ayant qu'un lien très lointain, pour ne pas dire, inexistant avec la culture.

Cette tentative offre l'avantage de nous permettre de présenter des résultats plus homogènes, non seulement entre les différentes consommations culturelles mais aussi et surtout entre la consommation culturelle elle-même et les transferts en faveur de la culture.

En effet, si les transferts des communes analysés dans ce rapport sont culturels à l'état pur puisque consacrés à des actions bien spécifiées et spécifiques grâce à une enquête spécialement conçue à cet effet, il en va tout différemment pour les transferts des entreprises, des départements ainsi que de l'Etat. Ces transferts, notamment les deux derniers, ont été directement appréhendés à partir d'une documentation à l'état brut nullement adaptée aux problèmes culturels. Du fait de cette méthode rapide mais relativement grossière, les premiers montants retenus concernent des actions culturelles plus ou moins spécifiques et il a été jugé utile de subdiviser par la suite ces actions en fonction de leur intensité culturelle.

C'est ainsi qu'une distinction a été faite entre actions culturelles proprement dites, actions périphériques et actions adjacentes.

L'objet de notre recherche dans le domaine des dépenses de consommation a été de tenter une partition comparable en séparant des autres les dépenses proprement culturelles qui correspondent dans notre esprit au premier type de transfert.

Nous avons utilisé pour ce faire des critères relativement objectifs pour les trois postes de l'édition :

- livres
- Revues-Journaux
- Disques.

Malheureusement, la ventilation des autres postes est très subjective et par là même contestable.

A/ L'EDITION

Les dépenses de revues et journaux ont été ventilées selon la classification adoptée le 21 Avril 1961 au siège de l'UNESCO par le Comité d'Experts sur la Normalisation Internationale des Statistiques de Périodiques. (I)

(I) Cette classification est la suivante :

- . Informations générales ou politiques
- . Philosophie - Psychologie
- . Religion - Théologie
- . Sociologie, statistiques, ethnographie
- . Sciences politiques, économie politique, finances
- . Droit, administration publique, prévoyance, aide sociale, annonces légales
- . Art et sciences militaires, protection civile
- . Enseignement et éducation
- . Commerce, communications, transports
- . Linguistique, philologie
- . Mathématiques, sciences naturelles, physique, chimie
- . Médecine, pharmacie
- . Art de l'ingénieur, technologie, technique industrielle
- . Agriculture, forêt, pêche
- . Arts ménagers, journaux de mode, revues féminines
- . Organisation, administration et technique du commerce et de l'industrie
- . Industries, arts et métiers, construction, bâtiment, travaux publics
- . Urbanisme, Architecture, arts plastiques, métiers d'art, photographie
- . Musique, divertissements, jeux de société, jeux de hasard
- . Jeux de plein air, gymnastique, sports
- . Littérature
- . Géographie, voyages, tourisme
- . Histoire, biographie, archéologie, spéléologie, géodésie
- . Périodiques pour enfants et jeunes gens
- . Journaux humoristiques, satiriques, bandes dessinées, science-fiction
- . Journaux d'entreprises
- . House-organs
- . Publications scolaires de diffusion locale
- . Publications paroissiales de diffusion locale.

A ces différentes rubriques, cinq autres ont été ajoutées, afin de pouvoir classer valablement la totalité des titres :

- . Magazines illustrés en hélió ou offset
- . Variétés et informations en typo
- . Informations syndicales
- . Publications de langue étrangère
- . Bulletin d'anciens élèves, d'anciens combattants, d'amicales, d'associations diverses.

Les différentes rubriques de cette classification retenues pour la culture sont les suivantes :

- . Philosophie - Psychologie
- . Religion - Théologie
- . Sociologie, statistiques
- . Urbanisme - Architecture
- . Musique, jeux de société
- . Littérature

Nous avons également regroupé, à toutes fins utiles, différentes autres rubriques dans un poste "enseignement technique".

D'après cette classification complémentaire, les sorties de titres spécifiquement culturels sont relativement faibles avec 1.800 titres sur 15.000 soit à peine 12 %.

Si l'on tient compte de l'enseignement technique, le pourcentage augmente fortement passant à 46 %, mais reste malgré tout inférieur à la moitié des titres réalisés. (cf. annexe tableaux g4 et g5)

Toutefois, comme le tirage des revues et journaux culturels, techniques et d'enseignement, est nettement inférieur à celui des autres publications, quoi qu'en sensible augmentation, on peut théoriquement évaluer comme suit, en millions de francs, pour 1965, l'importance des trois catégories retenues :

. Culturels .....	197	soit	6,6 %
. Enseignement et techniques .....	36	soit	1,2 %
. Autres .....	2.755	soit	92,2 %
	<u>2.988</u>		<u>100,0 %</u>

Une recherche similaire a été réalisée pour les livres, à partir de la nomenclature de production du Syndicat des Editeurs et de la nomenclature d'une enquête annuelle auprès des particuliers réalisée par l'I.F.O.P. pour le compte de ce même Syndicat. (cf. annexe tableaux f9-10 et 22)

Malheureusement, les deux nomenclatures ne concordent pas très exactement et comme les statistiques du commerce extérieur ne sont pas assez détaillées pour nous permettre de déduire de la production subdivisée en 11 postes les exportations, afin d'obtenir la consommation apparente, nous avons préféré retenir la nomenclature de l'I.F.O.P..

Il paraît, toutefois, utile de faire remarquer que les résultats obtenus à partir de l'une ou l'autre méthode sont assez voisins pour les rubriques communes aux deux nomenclatures. C'est ainsi, notamment, que dans la ventilation du chiffre d'affaires des Editeurs, non publiée dans cette étude, la part des

"sciences et techniques, érudition" est de 7,5 % contre 6 % dans l'enquête I.F.O.P. pour le poste "Sciences techniques", on note également un écart assez faible entre le pourcentage de la "littérature" dans le chiffre d'affaires de l'Édition (28 %) et celui des "Romans" de l'enquête I.F.O.P. 4 (36 %).

Nous avons donc ventilé à partir des résultats de l'enquête I.F.O.P. les dépenses de livres des particuliers en trois grandes rubriques et obtenu les données suivantes, en millions de francs (cf. annexe tableau f 22).

- Livres culturels	{ Roman (779) Histoire (195) Sciences et Techniques (130) Philosophie Politique Religion (108) Poésie Art Théâtre (108) Voyage(108) }	I.428 soit 66 %
- Livres d'enseignement .....		303 soit 14 %
- Autres { Policiers, Aventures (259) Livres d'enfants (151) Divers (22) }		432 soit 20 %
		TOTAL : 2.163 100 %

Pour les disques, nous avons procédé à une opération comparable. Les statistiques de production indiquant la ventilation entre 33 et 45 tours (cf. annexe tableau h9), nous avons fait une enquête auprès des professionnels compétents pour connaître dans les deux postes de production la part des disques classiques et des disques de variétés, puis en tenant compte de la différence de prix entre 33 et 45 tours nous avons appliqué ces pourcentages à l'ensemble des dépenses.

D'après ces calculs, production et consommation se répartissent à peu près équitablement entre disques classiques et disques de variétés qui représentent respectivement : 187 millions soit 47,1 % du montant total des dépenses et 210 millions soit 52,9 %.

#### B/ POSTES AUTRES QUE L'ÉDITION

Pour les autres postes du budget culturel, aucun critère objectif n'a pu être retenu. Il a été, toutefois, possible de saisir l'importance relative très faible du cinéma d'essai (1 %) dans le cinéma et des concerts (2,8 %) dans le poste "Music-halls - Cabarets - Concerts" mais ces pourcentages ne sont aucunement significatifs, car la part spécifiquement culturelle ne peut se ramener à 1 % dans les dépenses de cinéma et à 2,8 % dans les dépenses des "music-halls et cabarets" si l'on veut bien considérer que les music-halls et cabarets concernent tout à la fois la musique et les arts plastiques.

En l'absence de critères, nous proposons très arbitrairement les pourcentages suivants pour l'importance relative des dépenses culturelles proprement dite pour les autres postes du budget :

. Cinéma .....	66 %
. O.R.T.F. ....	50 %
. Théâtre .....	100 %
. Music-hall, cabaret, concert ...	66 %
. Musée, Monument .....	100 %
. Biens d'équipement .....	50 %

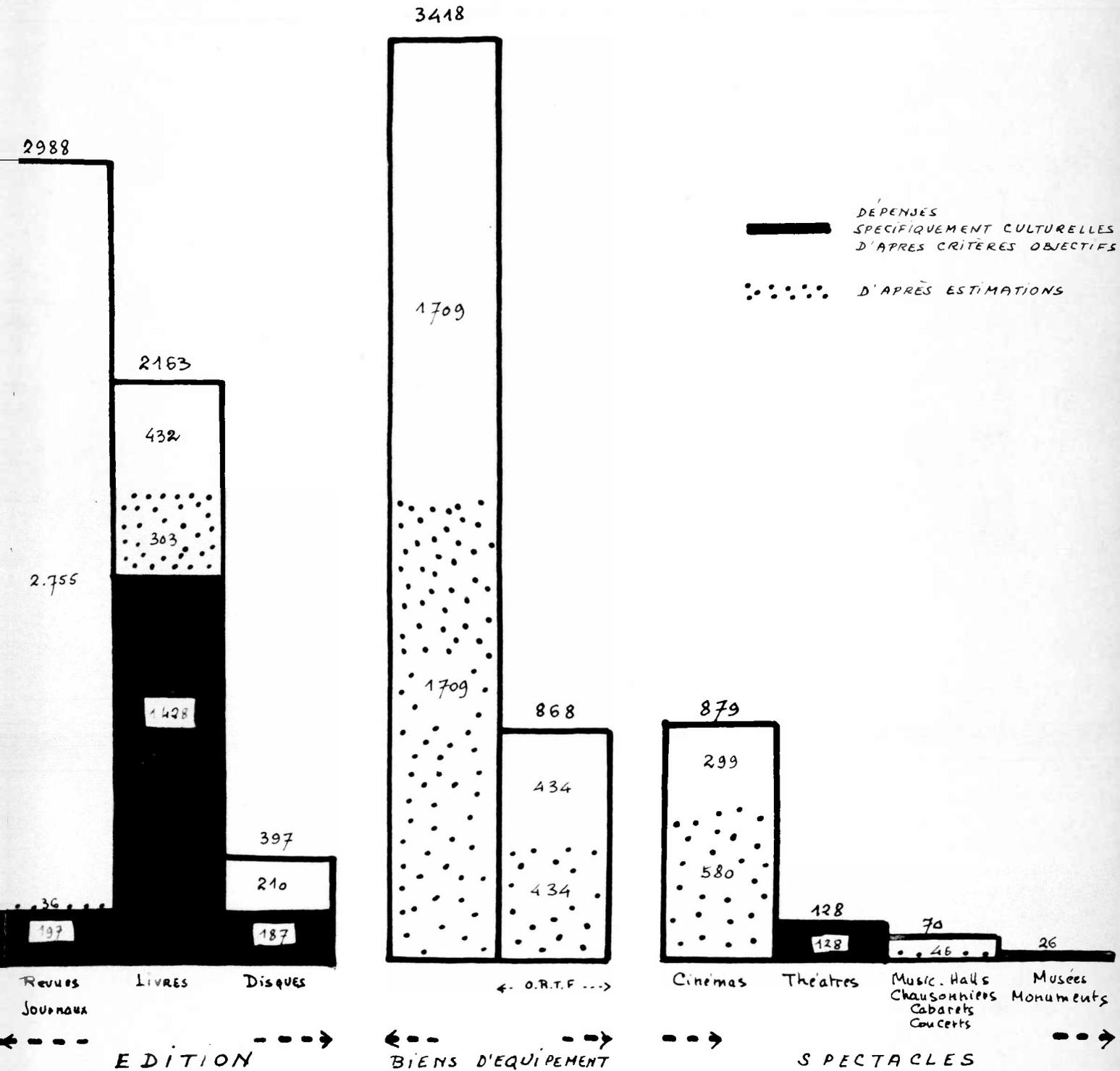
D'après ces estimations, le budget culturel des particuliers se ventilerait comme suit, en millions de francs :

	Dépenses spécifiquement culturelles	Autres dépenses	TOTAL
Revue, journaux .....	197	2.791	2.988
Livres .....	1.428	735	2.163
Disques .....	187	210	397
Cinéma .....	580	299	879
Théâtres .....	128	-	128
Music-halls, chansonniers cabarets .....	46	24	70
Musées, monuments .....	26	-	26
Biens d'équipement (y compris redevances O.R.T.F.)	2.143	2.143	4.286
	<u>4.735</u>	<u>6.202</u>	<u>10.937</u>

Ces données en francs, répétons-le, n'ont aucune valeur en elles-mêmes, elles permettent seulement d'harmoniser la présentation des différents résultats de cette recherche distinguant dans les transferts des subventions à finalité plus ou moins culturelle.

Les recherches complémentaires sur ce plan présenteraient un intérêt non négligeable. Deux grands critères pourraient être envisagés concernant l'un la part du culturel dans les dépenses globales de chaque support, sur le modèle

# REPARTITION DU BUDGET "DÉPENSES CULTURELLES" DES PARTICULIERS



de ce qui a été réalisé pour l'édition et l'autre l'efficacité des différentes dépenses permettant d'avoir un aperçu de la consommation effective. Il s'agirait dans ce dernier cas de saisir le temps consacré à la culture grâce à chaque support (heures de lecture pour les livres et journaux, heures d'écoute pour le cinéma, l'O.R.T.F. ou les disques ...).

Théoriquement, ces deux critères pourraient être croisés par la suite car on peut se demander, en ce qui concerne la consommation des particuliers et son intensité culturelle, si la spécificité culturelle plus ou moins grande n'est pas relative au "support". Certains supports, musées ou concerts, peuvent être considérés comme intégralement culturels.

En revanche, le tourne-disques et l'O.R.T.F. peuvent transmettre d'autres messages. Donc, pour tous les biens d'équipement, il faudrait établir une ventilation en fonction du degré culturel des messages passant par leur canal.

Il faut bien se rendre compte, toutefois, de la fragilité des résultats obtenus à partir de telles recherches. L'intensité des moments culturels et le bénéfice qu'ils procurent à chacun varie, en effet, de façon considérable selon les individus, selon les supports et selon les éléments d'un même support.

La culture est un bien trop précieux et trop subtil pour qu'on la puisse valablement et intégralement appréhender, plus on s'efforce de la chiffrer plus elle devient indéchiffrable.

## CONCLUSION

Cette simple analyse chronologique des dépenses culturelles n'apporte en définitive rien de bien nouveau, si ce n'est qu'elle permet de mieux appréhender et de quantifier, mais de façon assez grossière, les principales tendances de la demande déjà connues de tous ceux qui se penchent sur ce problème.

Elle confirme que le marché de cette "culture commerciale", si décrite par de nombreux spécialistes, est en pleine mutation. Ses modifications sont telles et son évolution si rapide qu'il y aurait presque lieu d'employer le terme de "révolution culturelle" si le sens de cette expression n'était pas quelque peu déformé par des événements politiques récents.

Il paraît, toutefois, indispensable, avant de clore ce chapitre, d'insister sur la signification profonde d'une telle évolution.

Les supports traditionnels de la culture : théâtre ou cinéma, s'affaiblissent irrémédiablement et à un rythme si précipité qu'ils paraissent irrévocablement minés. Leur part dans le budget a diminué des deux tiers de 1955 à 1965 et atteint à peine aujourd'hui 7,5 %. A ce rythme, elle ne serait plus que de l'ordre de 2,5 % en 1975 si les tendances de la dernière décennie ne se modifiaient pas. Or, rien n'indique que ces tendances doivent se modifier.

Les livres, revues et journaux, autres supports classiques, marquent, eux aussi, également le pas.

En fait, la culture repose de plus en plus de nos jours sur des supports modernes pratiquement inexistant il y a moins d'une génération : télévision, électrophones, caméras ...

Les innovations techniques qui ont bouleversé le marché d'une infinité de produits bouleversent également de façon tout aussi brutale le marché des biens culturels.

Il n'y a pas lieu semble-t-il de le déplorer ni de porter le moindre jugement de valeur sur une telle évolution, car elle ne porte pas atteinte, loin de là, bien au contraire, à la culture elle-même mais à ses supports traditionnels.

Il y a lieu, tout simplement, pour les responsables de la politique culturelle à tous les niveaux, d'en prendre clairement conscience et d'adapter leurs actions à cette tendance, afin de leur donner le maximum d'efficacité.

Il faut, toutefois, prendre garde de ne pas faire d'erreur d'interprétation sur une telle évolution en confondant abusivement les supports des actions culturelles et les actions elles-mêmes passant par l'intermédiaire de ces supports.

En fait, la caractéristique essentielle de l'évolution de la demande finale au cours de la dernière décennie réside en la concurrence entre les services et les biens d'équipement ou, plus concrètement et schématiquement entre le théâtre et le cinéma, d'une part, et la télévision d'autre part, dont les positions respectives dans le budget culturel se sont totalement inversées au cours de la période, la part de la télévision passant de 8 % à plus de 20 % alors que celle du théâtre et du cinéma variait dans les mêmes proportions mais en sens contraire.

De là à en déduire une désaffection des français pour les spectacles il n'y a qu'un pas à franchir que franchissent allègrement et abusivement de nombreux auteurs. En effet, malgré la très forte réduction des dépenses de théâtre et de cinéma, le nombre effectif des spectateurs a orû dans une proportion qu'il est encore très difficile de chiffrer, mais qui paraît en tout état de cause considérable, vu l'audience que rencontrent les émissions de spectacles de l'O.R.T.F. auprès des auditeurs.

Il faut bien se rendre compte que malgré tous les soins apportés à l'établissement des données de cette étude, les dépenses de spectacles qui y figurent n'ont pas grande signification. Elles appréhendent les sommes consacrées à ce qu' étaient autrefois les spectacles mais n'en saisissent nullement les formes contemporaines que sont les émissions de radio et de télévision et qui représentent une part probablement prépondérante de la consommation effective. Il en est de même également en ce qui concerne la musique, il n'y a certainement aucune commune mesure entre la consommation musicale dans les concerts qui entraîne des dépenses si faibles qu'il est impossible d'en chiffrer exactement le montant, et la consommation musicale qui représente l'audition des disques ou des émissions de radio et de télévision.

En réalité, la demande de spectacles ou de musique n'est nullement en cause. Ce n'est pas leur consommation qui est en jeu mais la forme de cette consommation.

On assiste apparemment de plus en plus à une substitution des consommations individuelles au détriment des consommations collectives. L'essor remarquable des dépenses d'équipement culturel laisse supposer que l'honnête homme de la seconde moitié du XXe siècle s'efforce d'avoir à sa disposition tous les moyens lui offrant la possibilité de profiter au maximum des moments culturels susceptibles de s'insérer dans les créneaux de son activité individuelle.

Cette tendance est tellement profonde qu'elle joue également à l'intérieur des foyers qui sont de plus en plus nombreux à disposer en plusieurs exemplaires de radios, d'électrophones, voire de télévisions, pour que chacun de leurs membres puisse bénéficier personnellement des programmes qui l'intéresse.

A tout bien peser, les termes d'individuel et de collectif sont quelque peu impropres pour opposer les formes traditionnelles de la culture aux formes contemporaines, et doivent être modifiés car ils pourraient laisser entendre que la culture échappe à cette tendance universelle des sociétés contemporaines en vertu de laquelle les consommations collectives se substituent de plus en plus aux consommations individuelles.

La consommation de spectacles devant la télévision est tout aussi collective si ce n'est plus qu'une consommation dans une salle de cinéma ou de théâtre, en ce sens qu'elle intéresse un nombre infiniment supérieur de spectateurs et a, de ce fait, du point de vue des relations humaines qui sont en définitive l'ultime objet de la culture, une incidence infiniment plus profonde.

Nous sommes en présence d'un conflit entre deux formes, non de consommation mais de distribution ou de diffusion culturelles dont l'une présente ses services à domicile et l'autre en dehors. Or, comme la seconde est assortie d'un certain nombre de contraintes : déplacement et éventuellement location, ainsi que d'un prix parfois élevé, alors que la première est à tout instant à la disposition des intéressés et n'entraîne pour eux aucune dépense complémentaire, il est normal que celle-ci l'emporte sur celle-là.

Il s'agit d'un mouvement inéluctable et irréversible tout au moins jusqu'à un certain seuil, où le déplacement ne doit plus être considéré comme une contrainte, mais comme un des plaisir que procure une sortie hors de chez soi.

On assiste ainsi, par suite de cette profonde mutation du marché, à une désacralisation de la culture.

La consommation culturelle n'est plus cette consommation bourgeoise ou aristocratique, en habit de gala parmi ses pairs en un lieu choisi, mais une consommation de tous les jours et de tous les hommes au grè des fantaisies de l'emploi du temps de chacun.

Loin de nuire à la consommation culturelle, les supports modernes la favorise et d'une manière exceptionnelle. Il suffit bien souvent au cours d'un moment de liberté de ~~turner~~ le bouton de la radio ou de la télévision pour parfaire ses connaissances. L'invention de la radio et de la télévision constitue un évènement considérable dans le domaine qui nous préoccupe. Grâce à elles nous entrons à l'heure actuelle dans la troisième et grande étape de l'histoire culturelle de l'humanité en ce qui concerne la diffusion..

La première a été marquée par l'invention de l'écriture et la seconde par celle de l'imprimerie. Elles ont eu toutes deux une portée considérable sur la diffusion culturelle.

Toutefois, leur incidence sur ce point apparaît minime par rapport à celle de la radio et de la télévision. En effet, le message culturel contemporain ne s'adresse plus comme autrefois à une minorité d'alphabètes qui constituait l'élite de la population, mais à l'ensemble du public en ce sens que l'instruction

s'est répandue dans de nombreux pays et que grâce aux moyens audiovisuels ce message peut être également perçu par les analphabètes.

D'autre part, grâce à ces mêmes moyens de diffusion, la culture a vu son champ s'élargir à l'échelle du globe. Elle n'est plus limitée comme autrefois à une nation ou une civilisation mais tend à devenir universelle.

Il s'agit donc d'une véritable révolution qui doit nécessairement infléchir toute la politique culturelle et dont il serait impardonnable de ne pas vouloir bénéficier.

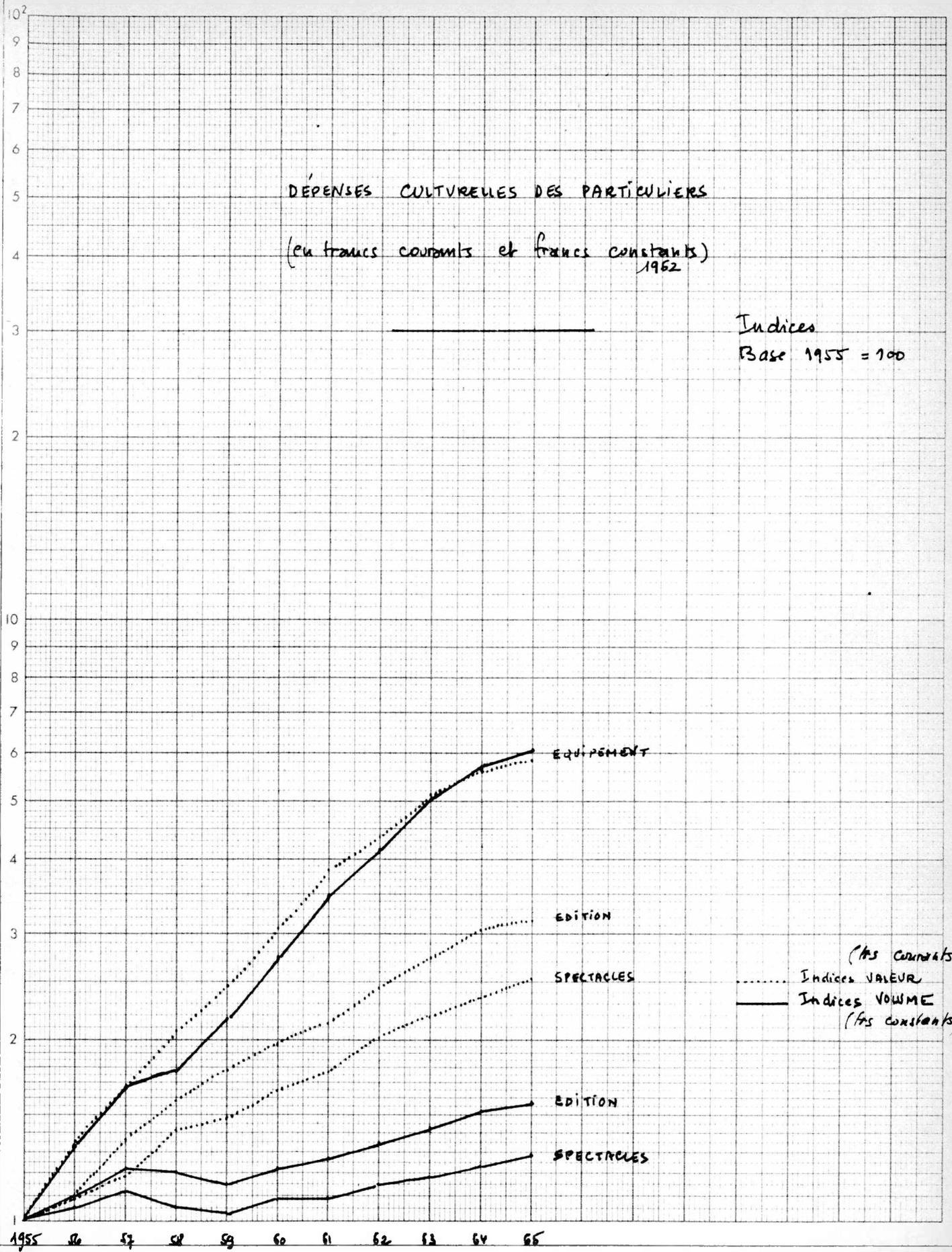
CHAPITRE II

Présentation des principales données statistiques

J. DESCE

DÉPENSES CULTURELLES DES PARTICULIERS  
 (en francs courants et francs constants)  
 1962

Indices  
 Base 1955 = 100



STRUCTURE DE LA BRANCHE

Sources : - Fichier des établissements industriels et commerciaux - INSEE  
- Recensement de la population active 1954-1962  
- Centre National du Cinéma.

Numéro d'activité : Nomenclature INSEE

- 87I Productions cinématographiques (avec ou sans distribution de films, grands films, moyens métrages, courts métrages, dessins animés).
- 872 Distribution de films, édition de films (sans ateliers de fabrication)
- 874 Salles de cinéma.

Tableaux :

- aI Nombre d'établissements en France 1950 - 1954 - 1958 - 1962.
- a2 Nombre d'établissements et nombre de salariés 1954 - 1962.
- a3 Nombre d'établissements et nombre de salariés par région de programme en 1962.
- a4 Répartition des salariés par sexe et statut.
- a5 Nombre de Sociétés de production 1952 - 1967.
- a6 Répartition des producteurs selon le nombre de films produits.
- a7 Répartition des plateaux par studio 1946 - 1955 - 1967.
- a8 Activité des studios 1961 à 1966.

Observations : Tableaux (aI - a2 - a3 - a4 - a5 - a6)

- Accroissement de 45,2 % des établissements de production.
- Augmentation de 68,8 % des établissements occupant des salariés.
- Stabilité du nombre moyen de salariés par entreprise (9)
- Une augmentation de 76,3 % du nombre des Sociétés ; durant cette même période le nombre des producteurs actifs a varié de 8,9 %, ce qui laisse supposer qu'un grand nombre de Sociétés ont une existence purement juridique.
- On note une diminution de 13,5 % des activités des studios jusqu'en 1965 - tableau a8 - cette tendance semble être justifiée par l'intérêt croissant porté aux tournages en extérieur (tableau aI3 postes du devis).

EVOLUTION DES ACTIVITES DE LA PRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE

Sources : - Centre National du Cinéma  
- Ministère des Finances - B.I.C.

Tableaux :

- a9 Evolution du nombre de films produits
- a10 Coût de la production des films
- a11 Origine des capitaux
- a12 Répartition des films selon l'importance des devis
- a13 Répartition comparée en pourcentage des postes du devis
- a14 Résultats financiers de la production cinématographique française  
(nombre d'entreprises - chiffres d'affaires - salaires)

Observations :

On distingue 3 types de financement de la production cinématographique réalisée en France (tableau a9 - graphique AI) :

- 1 - Les films intégralement français
- 2 - Les films de coproduction à majorité française
- 3 - Les films de coproduction à majorité étrangère

Répartitions comparées des différents types de financement

	<u>1955</u>	<u>1960</u>
	%	%
intégralement français .....	69,0	34,6
à majorité française .....	17,3	38,5
à majorité étrangère .....	<u>13,7</u>	<u>26,9</u>
	100	100

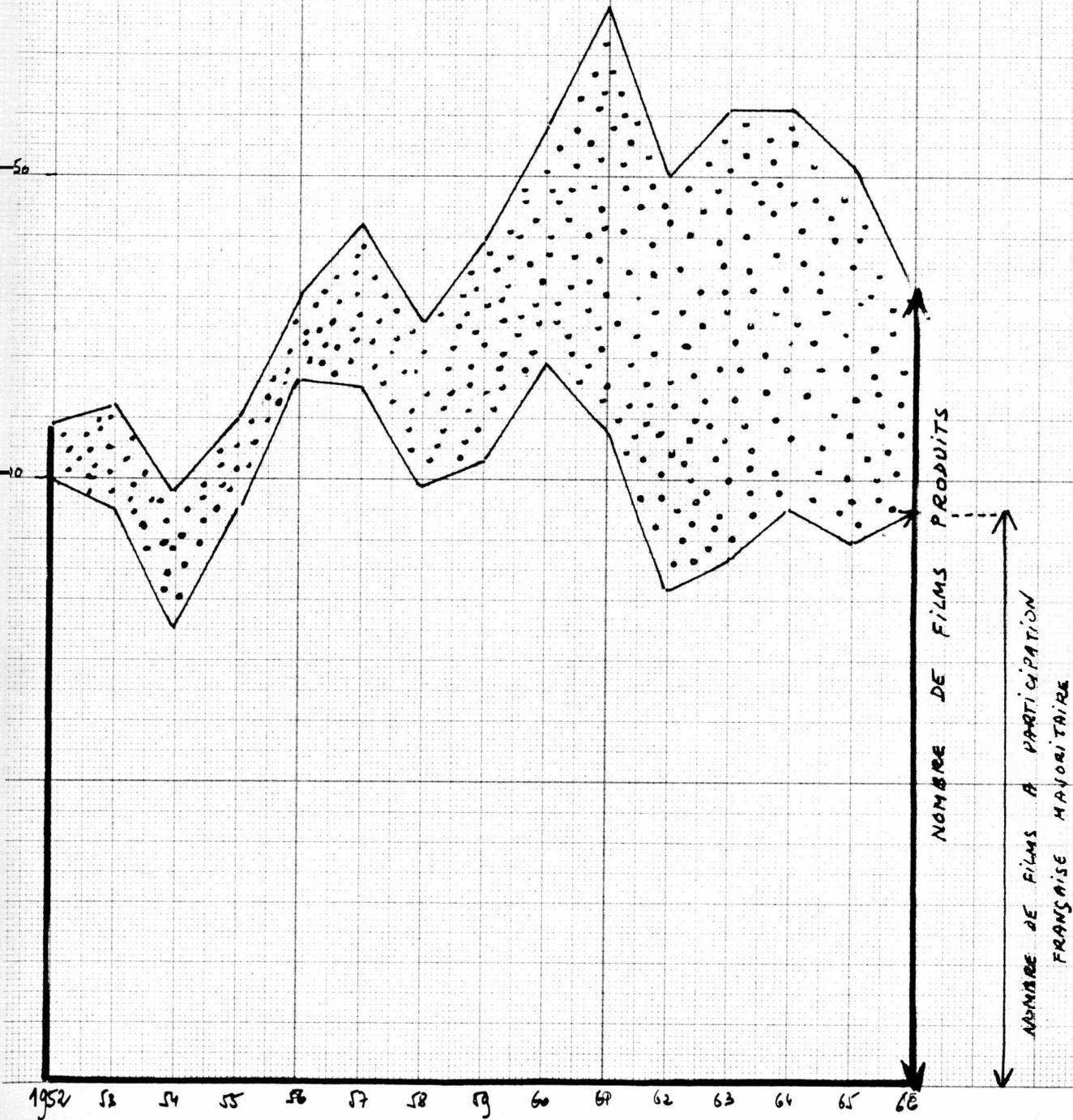
Il apparaît donc un glissement de la production des films intégralement français vers les films en coproduction. Ce phénomène s'explique par la tendance des films à grand budget dont la majorité (environ 60 %) est faite en coproduction (tableau a10, évolution du coût de la production ; a11, origine des capitaux, a12 répartition des films selon l'importance des devis.)

Les postes du devis qui font appel essentiellement à la technique, bénéficient de ses progrès et de ses possibilités de diffusion, ce qui diminue d'autant son coût. Au contraire, les éléments du budget pour lesquels seul le facteur humain entre en ligne de compte, (sujet interprétation) sont incompressibles, ce qui explique leur place grandissante dans ce prix de revient (cf. tableau a13).

Des résultats financiers de la production (tableau I4) deux observations se dégagent : les chiffres d'affaires par entreprise semblent stables, ainsi que le coefficient main-d'oeuvre (environ 20 %).

EVOLUTION DU NOMBRE DE FILMS PRODUITS

en unite



COMMERCE EXTERIEUR

Source : Centre National du Cinéma

Tableaux :

- aI5 Nombre de films étrangers programmés en France
- aI6 Répartition des spectateurs selon la nationalité du film
- aI7 Part du film français dans la recette taxable
- aI8 Evolution du montant des ventes forfaitaires et des minima garantis (résultat de la cession des droits d'exploitation des films dans les territoires étrangers).
- aI9 Evolution des cessions par zone
- a20 Evolution des cessions sur les principaux marchés
- a2I Evolution des cessions dans les pays de l'O.C.D.E.
- a22 Evolution des cessions dans la C.E.E.

Observations :

La diffusion des films étrangers en France ne peut se mesurer que d'après les résultats de leur exploitation sur le territoire métropolitain. Celle-ci accuse une baisse entre 1956 et 1966 puisque le nombre de spectateurs est passé de 51,2 % en 1956 à 49,0 % en 1966 ; les recettes ont diminué dans une proportion analogue.

La diffusion du cinéma français à l'étranger ne peut être saisie que par l'enregistrement des contrats de cession des droits d'exploitation. Malgré la défectuosité de cet instrument de mesure (tableaux aI8 - aI9 - a20 - a2I - a22) on constate que l'Europe vient en tête avec l'Allemagne Fédérale et la Belgique suivie de près par les U.S.A. et le Canada.

LA DISTRIBUTION CINEMATOGRAPHIQUE EN FRANCE

Sources : Centre National du Cinéma  
Bureau de la distribution

Tableaux :

- a23 Distribution cinématographique en France par région de cinéma
- a24 Nombre de locations et rendement par région de cinéma
- a25 Répartition de la distribution suivant la nationalité des films
- a25B Résultats financiers de la distribution cinématographique (nombre d'entreprises - chiffres d'affaires - salaires)

Observations

En 1965, 9.048 films représentant 3.976 titres ont été loués 425.000 fois (tableau a23). La région parisienne avec 35,2 % des locations représente 53 % des recettes de la distribution (Paris 27,4 %).

Il existe 17 grandes entreprises de distribution à rayonnement national, louant 37 % des films et réalisant 64,8 % des recettes de distribution avec 63,3 % des locations.

o

o o

EXPLOITATION DES SALLES DE CINEMA

Source : C.N.E.

Tableaux :

- a26 Nombre de salles de cinéma autorisées à fonctionner
- a27 Equipement cinématographique de la France en 1966 par région de programme
- a28 Nombre de films nouveaux programmés, 1952 - 1966

.../...

- a29 Evolution des résultats d'exploitation des salles de cinéma (1955-1966)
- a30 Fréquentation des salles de cinéma par région de programme (1957-1965)
- a31 Résultat d'exploitation des salles par région de programme.
- a32 Evolution de la fréquentation des salles d'exclusivité et de quartier à PARIS.
- a33 Fréquentation des salles selon la catégorie de communes
- a34 Résultats financiers de l'exploitation des salles (nombre d'entreprises - chiffres d'affaires - salaires).

### Observations

Le nombre des salles en exploitation n'a pas subi de profondes modifications au cours de ces dix dernières années, ce qui suppose que la balance entre les fermetures et les ouvertures se compense, excepté pour les deux dernières années où le solde paraît négatif.

Le nombre de films exploités est d'environ 4.000 en 1966 dont 1.400 films français : le nombre de ces derniers a augmenté sans cesse depuis 1955 (tableau a28).

Malgré la baisse bien connue de la fréquentation du cinéma, il est tout de même intéressant de signaler un phénomène qui traduit un comportement nouveau de la clientèle depuis 1958.

En effet, lorsqu'on analyse la fréquentation suivant les tranches de prix moyens, il ressort un glissement du nombre des spectateurs en faveur des tranches de prix les plus élevées. Cela n'est pas dû uniquement aux augmentations de tarifs survenues d'une année sur l'autre, mais d'une augmentation continue de la fréquentation des salles d'exclusivité.

o

o o

### DEPENSES DES CONSOMMATEURS

Tableau : a35 Dépenses des consommateurs.

o

o o

### SALAIRES

Tableau : a36 Salaires distribués par l'industrie cinématographique.

---

EVOLUTION DES DEPENSES DE CINEMA

en francs courants et francs constants 1962

Indices  
Base 1955 = 100



STRUCTURE DE LA BRANCHE

Sources : - Fichier des établissements industriels et commerciaux - INSEE  
- Recensement population 1954 - 1962  
- Statistiques de la Sécurité Sociale  
- Centre de recherches d'urbanisme

Numéros d'activités : nomenclature INSEE

- 880 Théâtre national municipal
- 88I Théâtre privé.

Tableaux :

- b1 Nombre d'établissements de théâtre
- b2 Nombre d'établissements occupant des salariés
- b3 Répartition des salariés selon la taille des établissements 1954-1962
- b4 Répartition des établissements selon le nombre de salariés
- b5 Nombre de salariés et salaires de la région parisienne
- b6 Population active ayant un emploi dans le théâtre, selon le statut
- b7 Artistes de théâtre - Répartition par sexe 1954-1962
- b8 Artistes de théâtre - Répartition selon le statut et sexe 1962
- b9 Nombre de salles équipées pour le théâtre en 1964.

Observations :

- Augmentation des petits établissements en 1954 et 1962, c'est-à-dire de ceux occupant moins de 20 salariés.
- Diminution de la population active, en particulier de celle des artistes féminins lyriques et chorégraphiques.
- Très forte concentration des salles de théâtres dans la région parisienne (+ 30,9), ceci explique l'intérêt particulier que l'on portera à PARIS.

o

o o

DIFFUSION THEATRALELes théâtres parisiensI) Les théâtres nationaux

Source : Ministère des Affaires Culturelles

Tableaux :

- bI0 Jauge des salles des théâtres nationaux
- bII Evolution du nombre de spectateurs, du coefficient d'occupation des théâtres lyriques
- bI2 Compte d'exploitation des théâtres lyriques et décomposition des recettes
- bI3 ODEON  
Evolution du nombre de spectateurs et du coefficient d'occupation
- bI4 Compte d'exploitation
- bI5 T.N.P. CHAILLOT  
Evolution du nombre de spectateurs et du coefficient d'occupation
- bI6 Compte d'exploitation
- bI7 COMEDIE FRANÇAISE  
Evolution du nombre de spectateurs et du coefficient d'occupation
- bI8 Compte d'exploitation.

Observations :

La fréquentation des théâtres nationaux lyriques reste assez stable. Les variations conjoncturelles sont liées essentiellement au nombre de représentations annuelles. On ne peut tirer de leur taux de fréquentation aucune signification économique, car ces théâtres ont surtout une vocation de prestige et de diffusion culturelle, à laquelle les subventions de l'Etat contribuent pour la plus large part. Ces subventions ont plus que doublé en 10 ans et représentent 82,6 % des recettes globales en 1965.

Parmi les théâtres nationaux dramatiques, on doit isoler le T.N.P. dont la vogue ne cesse de croître puisque son taux d'occupation a augmenté en 6 ans de 30 %. Pour les autres théâtres nationaux dramatiques, même stabilité apparente que pour les théâtres lyriques, mais la fréquentation par tête laisse apparaître une diminution, l'effort de subvention fait par l'état pour ces théâtres ne semble pas apporter tout le fruit qu'on pourrait en attendre.

2) Les théâtres municipaux et privés

Source : S.A.C.E.M.

Tableaux :

- b19 Evolution du nombre de spectateurs et des recettes
- b20 Nombre de créations
- b21 Nombre de spectateurs mensuels des théâtres parisiens (municipaux et privés)
- b21Bis Evolution de la fréquentation des théâtres privés

Observations :

La diminution du nombre de spectateurs pour les théâtres privés est beaucoup plus sensible que pour les théâtres nationaux, avec une chute spectaculaire pour les théâtres lyriques de 43 %, provoquée en partie par la disparition de la GAITE LYRIQUE en 1963.

On a pu déterminer un mouvement saisonnier assez rigide (cf. graphique BII) accusant la plus forte baisse en Juillet, Août passant par son maximum en Décembre et amorçant une légère reprise en Mars/Avril.

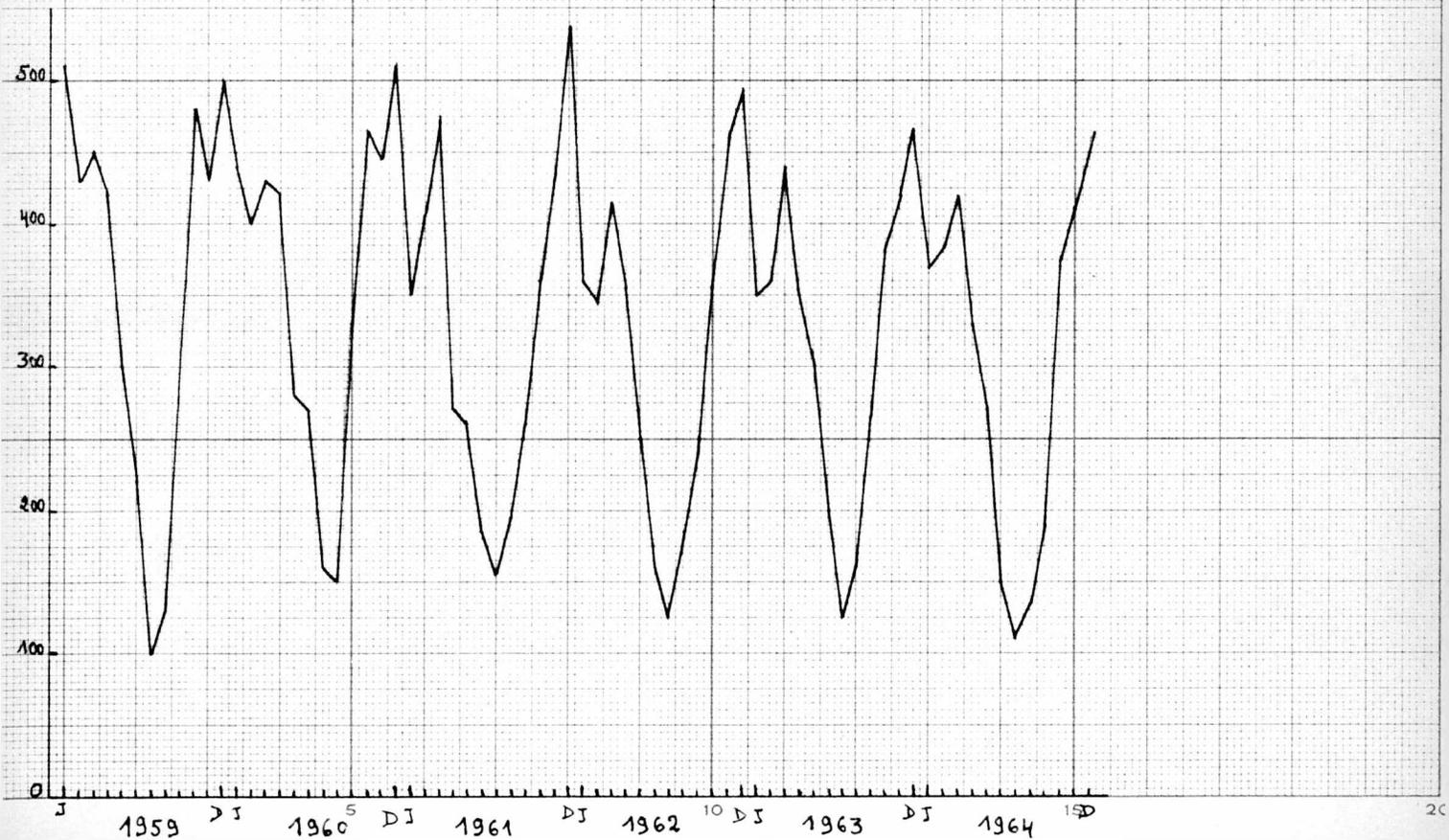
L'augmentation des recettes, qui ont plus que doublé en 10 ans, est due à celle des prix qui n'est sans doute pas étrangère à la désaffection dont est victime le théâtre actuellement.

Le nombre des créations chaque année reste stable depuis 3 ans et leur répartition entre pièces françaises et étrangères, semble privilégier les premières.

o

o o

Evolution du mouvement saisonnier de  
la fréquentation des théâtres parisiens



DECENTRALISATION LYRIQUE ET DRAMATIQUE

Source : Ministère des Affaires Culturelles

Tableaux :a) Théâtres lyriques

- b22 Nombre de représentations 1959 à 1966
- b23 Nombre de spectateurs 1959 à 1966
- b24 Subventions de l'Etat par théâtre de 1959 à 1966

b) Théâtres dramatiques

- b25 Subventions de l'Etat et des collectivités aux centres dramatiques et aux troupes permanentes 1960 à 1966
- b26 } Répartition de la subvention perçue par les centres dramatiques et les
- b27 } troupes permanentes en 1965
- b28 Evolution du nombre de spectateurs dans les centres dramatiques et les troupes permanentes de 1963 à 1965

COMEDIE DES ALPES - GRENOBLE

- b29 Montant des subventions perçues de 1960 à 1966
- b30 Evolution du nombre des spectacles et des spectateurs

COMEDIE DE L'OUEST

- b31 Evolution des subventions de 1960 à 1966
- b32 Evolution de la fréquentation de 1960 à 1966.

Observations :1) Les théâtres de la région parisienne

En pleine croissance, ils bénéficient d'une bonne diffusion grâce à des organismes tels que "Rayonnement du théâtre" mais de création encore trop récente pour qu'on puisse mesurer leur influence et leur degré de rayonnement.

2) La décentralisation lyrique en province

Fréquentation en légère augmentation grâce à un effort de rénovation pour certains théâtres municipaux.

Augmentation des subventions beaucoup moins importante que pour les théâtres parisiens, avec toutefois de très grandes variations selon les régions.

3) La décentralisation "dramatique"

Elle a une évolution très différente de celle des théâtres parisiens puisque le nombre de représentations et le nombre de spectateurs s'accroît pour l'ensemble de la France, avec parfois des disparités régionales.

Elle bénéficie, d'ailleurs, d'un très grand effort de l'Etat et des Collectivités Locales. En effet, la subvention de l'Etat a doublé en 6 ans et celle des collectivités locales a décuplé à la fois pour les centres dramatiques et les troupes permanentes.

4) Tournées

Ce succès de la décentralisation dramatique est réalisé en partie aux dépens des tournées théâtrales dont le nombre de spectateurs par représentation a considérablement diminué ; le nombre des représentations de 1965 à 1966 ayant augmenté de 30 % pour seulement 9 % d'augmentation du chiffre d'affaires.

(Source : S.A.C.E.M.)

Chiffre d'affaires Tournées :

. 1965 .....	17,4 millions
. 1966 .....	18,8 millions

5) Les festivals d'art dramatique

Nombre de festivals :

. 1964 .....	76
. 1965 .....	75
. 1966 .....	111

Stabilité pour les dernières années, mais augmentation de 48 % du nombre de festivals en 1966, dû à l'effort de pénétration dans les petites villes de province.

o  
o o

DEPENSES DES CONSOMMATEURSTableau :

## - b34 Dépenses des consommateurs

La consommation des particuliers traduit le mouvement que nous avons pu dégager au cours de ces observations préalables, c'est-à-dire : augmentation rapide des dépenses due à l'augmentation des prix, avec toutefois une légère reprise du volume depuis 1963, qui pourrait avoir une origine identique à celle constatée dans la fréquentation des salles de cinéma, c'est-à-dire une propension nouvelle du spectateur à s'orienter vers les places les plus chères.

o  
o o

TABLEAUX RECAPITULATIFS

- b35 Récapitulation des subventions
- b36 " du nombre de spectateurs
- b37 " du nombre de représentations
- b38 " des recettes.

o  
o o

ENSEIGNEMENT DRAMATIQUE OFFICIEL

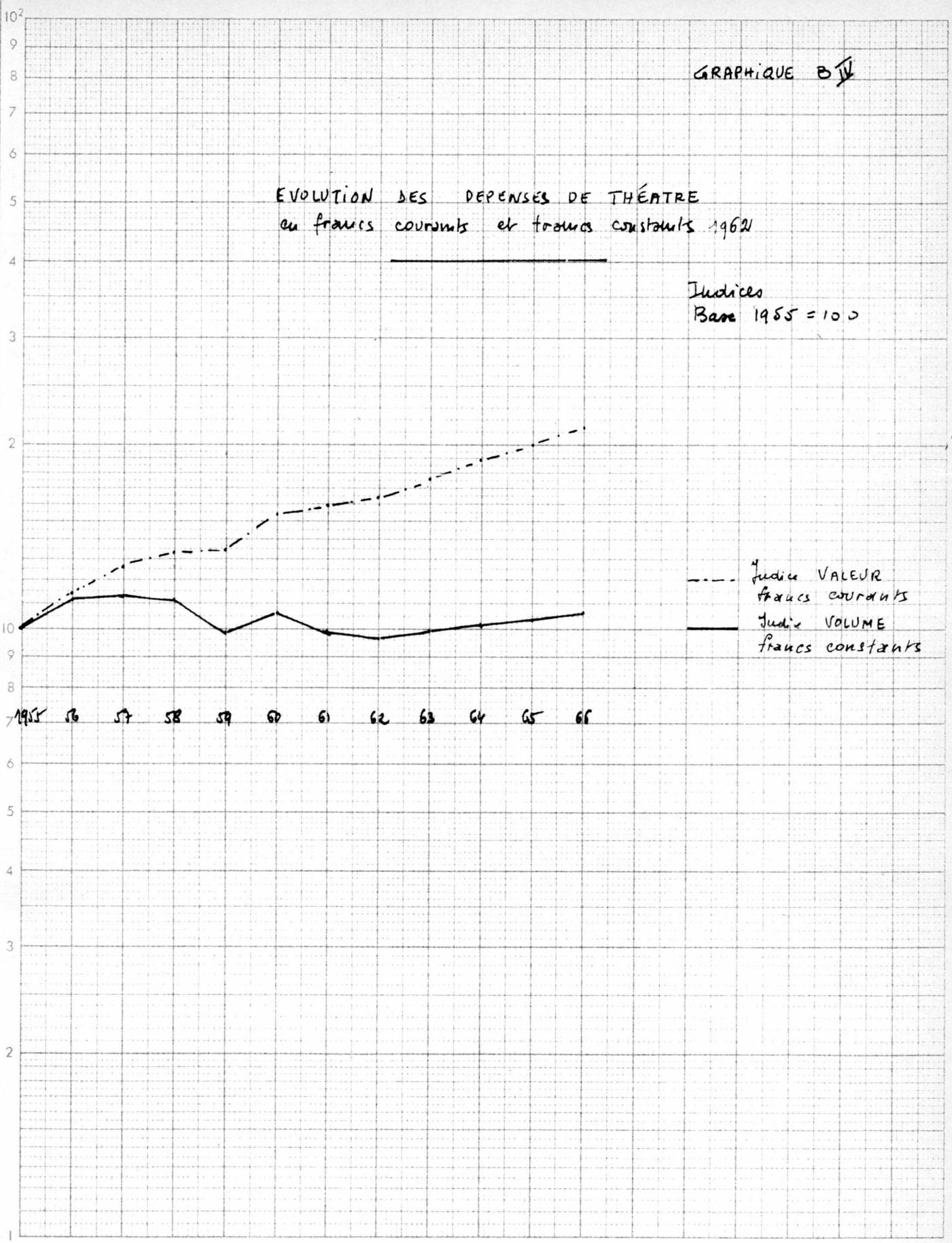
- b39 Conservatoire national d'art dramatique.

o  
o o

GRAPHIQUE B IV

EVOLUTION DES DEPENSES DE THÉÂTRE  
en francs courants et francs constants 1962

Indices  
Base 1955 = 100



C - O. R. T. F.

Numéro d'activité : nomenclature I.N.S.E.E.

- 86I

Tableaux de la consommation culturelle Chapitre I.

o  
o o

D - MUSIC-HALLS, CHANSONNIERS, CONCERTS etc ...

Numéro d'activité : nomenclature I.N.S.E.E.

- 882.I

Tableaux de la consommation culturelle Chapitre I.

o  
o o

E - MUSEES, MONUMENTS, SON ET LUMIERE ...

Numéro d'activité : nomenclature I.N.S.E.E.

- 887.0

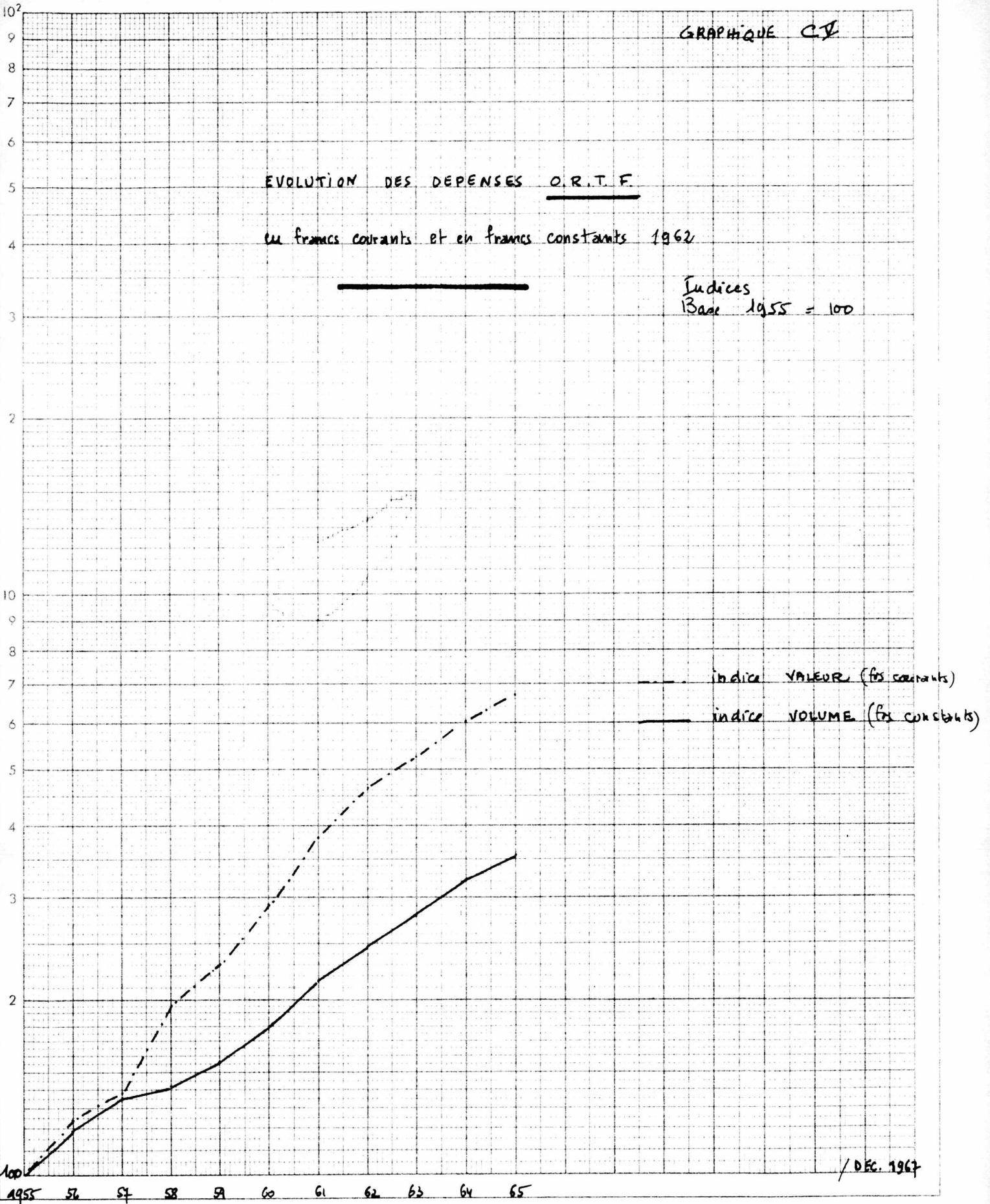
Tableau e : entrées payantes dans les principaux monuments ou musées et visites de curiosités locales diverses, années 1961 à 1964.

o  
o o

EVOLUTION DES DEPENSES O.R.T.F.

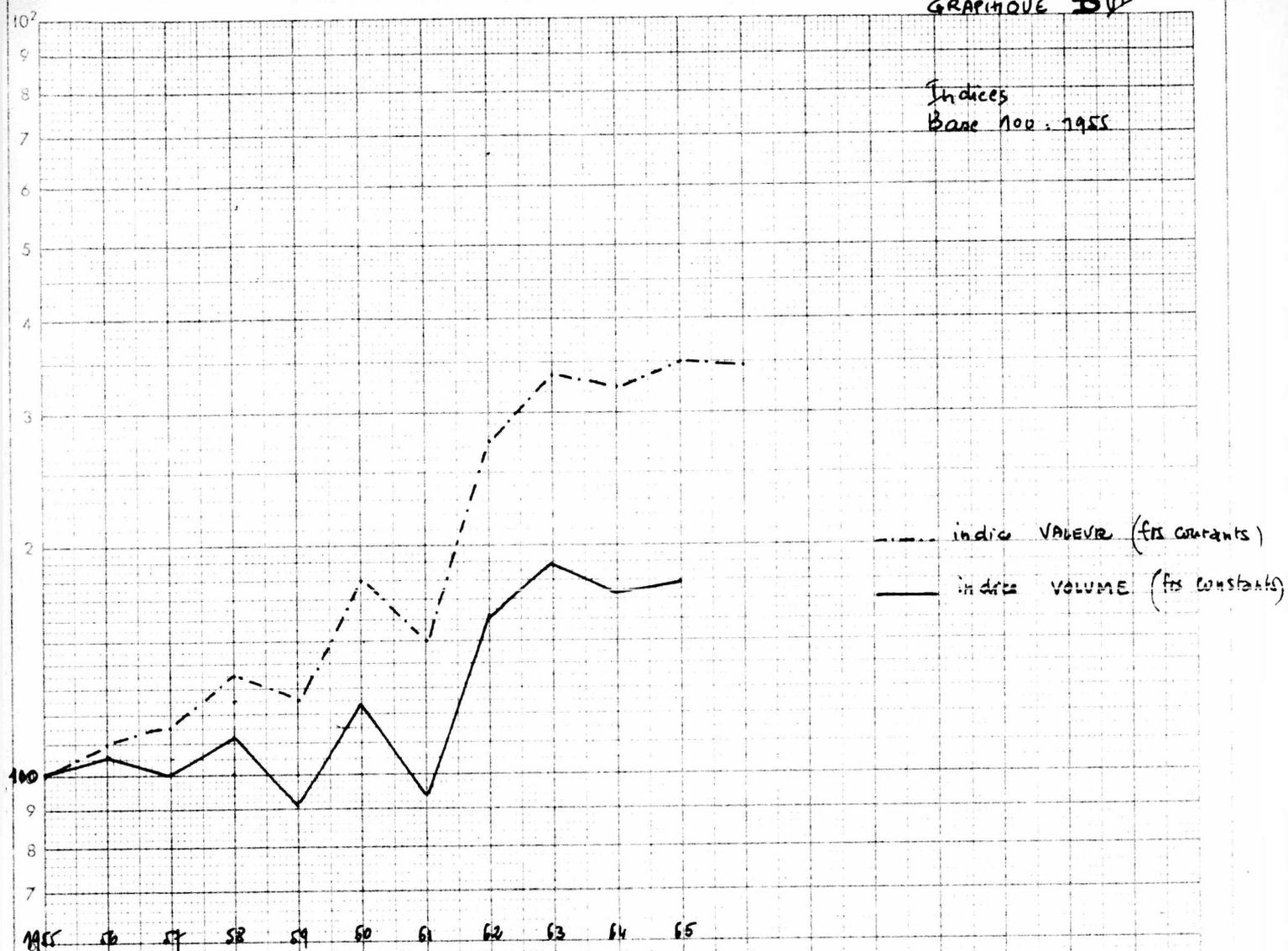
en francs courants et en francs constants 1962

Indices  
Base 1955 = 100



/ DEC. 1967

Indices  
Base 100 : 1955



EVOLUTION DES DÉPENSES  
MUSIC. HAUS, CHANSONNIERS, CONCERTS  
en francs courants et constants 1962

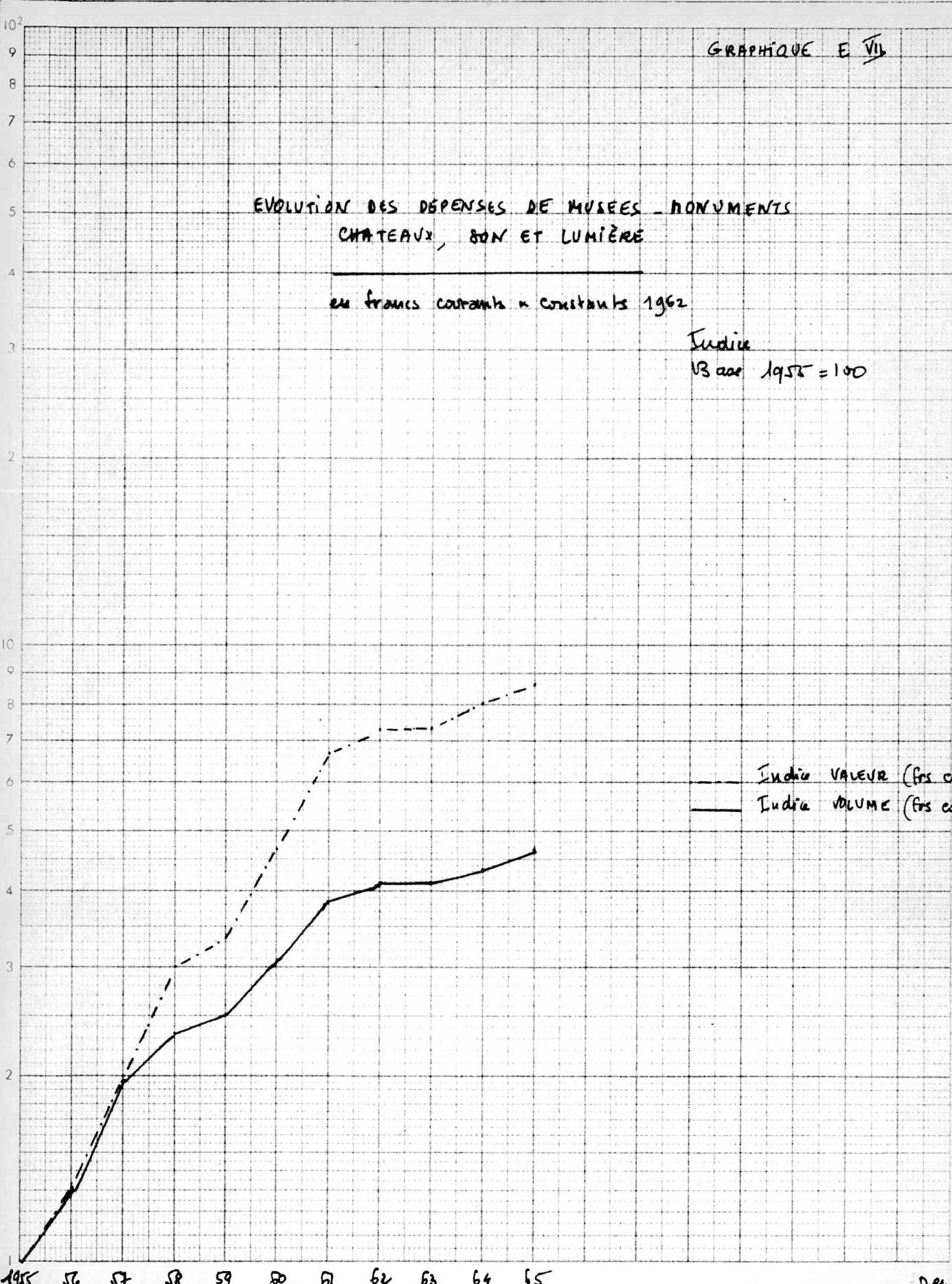
/ Déc. 1967

EVOLUTION DES DEPENSES DE MUSEES - MONUMENTS  
CHATEAUX, SON ET LUMIERE

en francs courants et constants 1962

Indice  
base 1955 = 100

--- Indice VALEUR (frs courants)  
— Indice VOLUME (frs constants)



Dec 67

Numéro d'activité : Nomenclature I.N.S.E.E.

- Edition 551,0
- Commerce 764,1

Sources :

Les informations proviennent essentiellement du SYNDICAT NATIONAL DES EDITEURS. Celui-ci regroupe une grande partie des membres de la profession surtout ceux qui réalisent le chiffre d'affaires le plus important (80 % environ du total de l'édition). Les éditeurs qui n'entrent pas dans le champ de l'enquête annuelle du Syndicat sont relativement nombreux mais ont une importance économique très limitée, car ce sont, en général, de petits établissements pour lesquels l'activité édition est secondaire (ex. Imprimeurs-éditeurs).

STRUCTURE DE LA PROFESSION

Tableaux :

- f1 } Edition de livres, images, cartes postales
- f2 } Nombre de salariés et importance des établissements qui
- f3 } les emploient
- f4    Forme juridique des entreprises en 1965
- f5    Répartition du personnel des maisons d'éditions
- f6    Répartition des maisons d'édition selon l'importance du personnel
- f7    Répartition des maisons d'édition selon l'importance de leur C.A.

Observations :

- Concentration à PARIS des maisons d'édition : 25 % des entreprises qui réalisent plus de 50 % du chiffre d'affaires total.
- Diminution du nombre total d'entreprises ; près des 2/3 de celles ayant de 0 à 5 salariés ont disparu entre 1958 et 1964.

o

o    o

LA PRODUCTIONTableaux :

- f8 Répartition du nombre de titres et d'exemplaires et nouveautés et réimpressions
- f9 Nombre d'exemplaires produits
- f10 Répartition du C.A. des éditeurs entre les différentes branches
- f11 Evolution de la production du livre de poche, des livres policiers, aventures
- f12 Part du salaire dans le chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires de l'édition

Le chiffre d'affaires a doublé en 6 ans, mais on ne peut analyser avec profit l'évolution de chacune des branches, car les éditeurs n'ont pas adopté une nomenclature rigoureuse et invariable pour chacune d'entre elles au cours de la période considérée.

On n'a pas tenu compte de l'Imprimerie Nationale, des instituts de recherches, des sociétés industrielles ou laboratoires du secteur privé, car leurs publications ont le plus souvent un caractère strictement technique et, par suite, n'entrent pas dans le cadre de cette étude.

Quantités

Période 1960/1965 : Nombre de titres

- stabilité du nombre de nouveautés
- augmentation de 40 % des réimpressions
- augmentation beaucoup plus rapide du nombre d'exemplaires, ce qui signifie que chaque ouvrage connaît une diffusion de plus en plus grande
- la production des "collections populaires" (livres de poche, livres policiers) représente 50 % environ de la production totale.

Salaires

Stabilité de la part qu'ils occupent dans le chiffre d'affaires (environ 12 %).

o

o o

COMMERCE EXTERIEURTableaux :

- fI3 Nombre de traductions d'oeuvres étrangères en France
- fI4 Evolution de la consommation apparente du livre.

Le commerce extérieur du livre peut s'exprimer :

- par les traductions en français d'ouvrages en langue étrangère
- par les importations et exportations des ouvrages eux-mêmes.

Observations :

Augmentation de 50 % en 5 ans d'oeuvres étrangères traduites en français (cette augmentation est sans doute due, en partie, à la subvention accordée par le Ministère des Affaires Etrangères).

Par ailleurs, la balance commerciale a un solde positif mais le taux de croissance ralentit depuis 15 ans.

o o

DISTRIBUTIONTableaux :

- fI5 Répartition du C.A. du commerce des livres et journaux par région de programme
- fI6 Répartition des achats par points de vente.

Observations :

Les circuits de distribution complexes se juxtaposent les uns aux autres (graphique fIII).

Plus de 60 % de livres sont achetés dans des commerces de détail dont 33 % chez des libraires spécialisés et 21 % dans des librairies papeteries.

Concentration des points de vente dans la région parisienne : 38,5 %.

Autres régions à forte diffusion :

- Provence - Côte d'Azur	9,3 %
- Rhône - Alpes .....	7,2 %
- Nord .....	6,2 %

CONSUMMATIONTableaux :

- fI7 Circuits d'information
- fI8 Le niveau d'instruction des acheteurs de livres
- fI9 Les revenus des acheteurs de livres
- f20 Les genres des livres achetés
- f2I Genre du livre acheté selon l'âge
- f22 Dépenses des particuliers (achats de livres)

Comportement des consommateurs

Les principaux facteurs influençant leur comportement sont :

- . l'âge : 37 % des livres sont achetés par des moins de 19 ans
- . le revenu : 53 % des livres sont achetés dans les ménages ayant un revenu élevé.
- . le niveau d'instruction : 63 % des acheteurs de livres ont un niveau d'instruction **secondaire ou supérieur** alors que cette catégorie ne représente que 35 % de la population totale.

On peut donc constater un accroissement régulier de la consommation de livres avec deux caractères complémentaires :

- . diffusion des livres de poche surtout parmi les jeunes
- . simultanément, accroissement de la demande d'éditions de luxe.

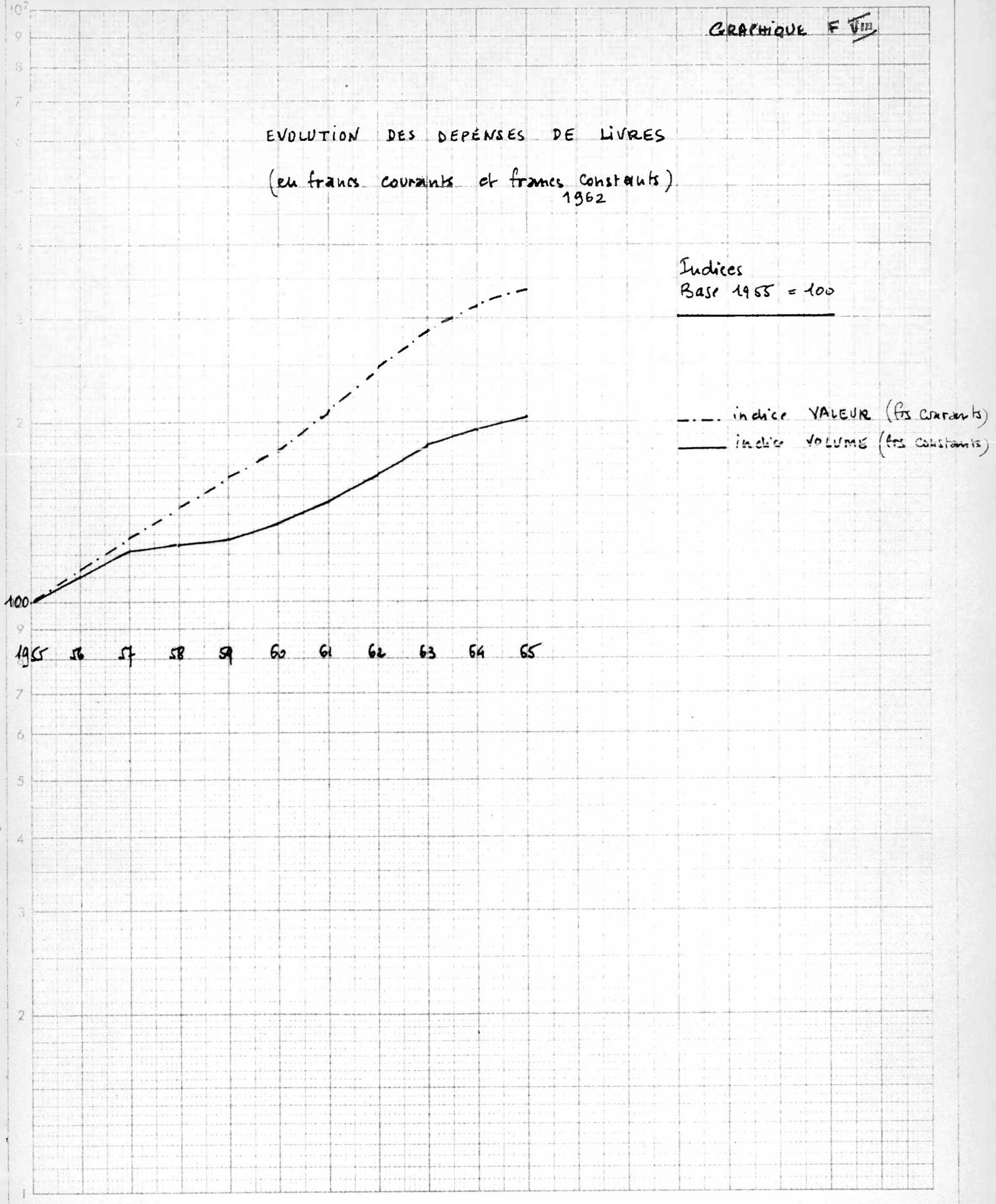
Valeur de la consommation

On a essayé d'évaluer les dépenses des particuliers par catégories d'ouvrages en éliminant pour chacune d'entre elles, la part achetée par les collectivités (établissements d'enseignement, bibliothèques, etc ...). Ce travail fondé sur un certain nombre d'hypothèses reste purement expérimental.

Augmentation très rapide des dépenses qui ont doublé en 6 ans, en raison probablement d'une assez forte augmentation des prix, à peu près uniforme pour chacune des branches considérées.

EVOLUTION DES DEPENSES DE LIVRES  
(en francs courants et francs constants)  
1962

Indices  
Base 1955 = 100



Numéros d'activités : nomenclature INSEE

- 555
- 764

### STRUCTURE DE LA BRANCHE

tableau :

- g1 Evolution du nombre d'établissements et de salariés

Observations :

Augmentation du nombre d'établissements de 1954 à 1958, stabilité de 1958 à 1962.

Evolution identique pour l'emploi.

### PRODUCTION

tableaux :

- g2 Répartition du nombre de titres et tirage par région de programme
- g3 Répartition du tirage annuel
- g4 Nombre de titres - répartition de titres par catégorie (culturel, technique et divers)
- g5 Evolution du tirage annuel, du nombre de titres, par catégorie de revues, journaux
- g6 Edition et imprimerie de journaux et de revues.

Observations :

Entre 1961 et 1965, légère augmentation du nombre de titres (+ 7 %) et du tirage (5 % environ).

Prépondérance massive de la région parisienne pour le nombre de titres (40 %) et plus encore pour le tirage (55 %). Ceci traduit le phénomène bien connu de diffusion nationale de la presse parisienne, alors que les journaux régionaux n'ont qu'un rayonnement plus ou moins local.

Après la région parisienne, mais loin derrière, vient le Nord.

A partir de la nomenclature de l'U.N.E.S.C.O. on a tenté une répartition du nombre de tirages et du nombre de titres en trois grandes catégories :

- 1) Presse spécifiquement culturelle
- 2) Enseignement, culture-loisirs
- 3) Information et autres

Quasi stabilité dans l'évolution de la répartition du nombre de titres et du nombre de tirages.

La presse culturelle, selon la nomenclature adoptée représente 12 % du nombre de titres, seulement 2 à 3 % du tirage et 4,3 % des recettes, car sa diffusion est beaucoup plus limitée que celle de la grande presse.

On constate que la part des salaires dans le chiffre d'affaires s'accroît ; ce qui pourrait indiquer, soit une diminution de la productivité, soit une amélioration technique de la presse, soit plus vraisemblablement une augmentation du coût de la main-d'oeuvre plus rapide que celle du prix des journaux.

### COMMERCE EXTERIEUR

#### Tableaux :

- g7 Journaux et publications - Périodiques imprimés, Commerce extérieur
- g8 Exportations "Presse" (Périodiques + quotidiens)
- g9 Exportations "Presse" 1966 (Périodiques + quotidiens)

#### Observations :

Solde négatif du commerce extérieur, mais variable selon les années. L'examen de la répartition des ventes de journaux français à l'étranger nous montre la place prépondérante de l'Europe avec 67,4 %, dont 27 % pour la Belgique et + de 14 % pour la Suisse.

On constate, par ailleurs, que la diffusion de la presse française est beaucoup moins influencée par la diffusion de la langue française que par le niveau culturel des pays considérés (15 % des quantités de journaux sont exportés en Afrique, 11 % en Amérique). Néanmoins, les exportations françaises restent très inférieures à celles de la presse Anglo-saxonne et également inférieures à celles du livre.

### CONSOMMATION DES PARTICULIERS

#### Tableau :

- g10 Revues-Journaux Dépenses des particuliers

#### Observations :

On a essayé de faire une répartition à partir des valeurs théoriques des ventes de journaux, entre les trois grandes catégories.

Il semblerait que l'intérêt pour la presse culturelle augmente au détriment de celui porté à l'information. En effet, durant la période 1961-1965, la part de la presse culturelle a augmenté de 2,3 %, alors que celle de l'information diminuerait de 2,8 %.

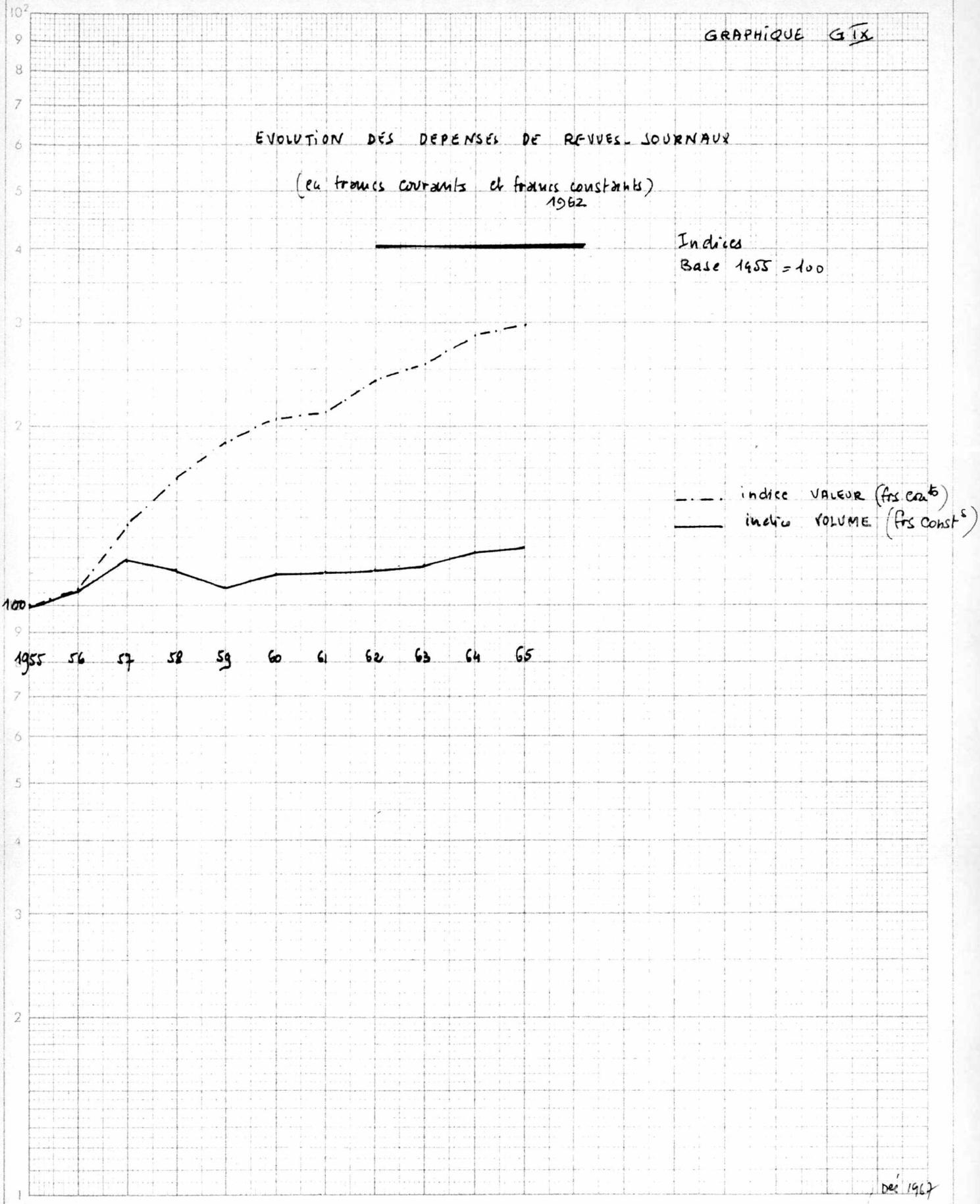
o

o o

EVOLUTION DES DEPENSES DE REVUES JOURNAUX

(en francs courants et francs constants)  
1962

Indices  
Base 1955 = 100



--- indice VALEUR (frs courants)  
— indice VOLUME (frs constants)

Dec 1967

Numéro d'activité : Nomenclature I.N.S.E.E.

- 552 - 582.5

- 767.5

Tableaux :

- hI Nombre d'établissements
- h2 Répartition des établissements selon le nombre de salariés
- h3 Répartition des salariés selon la taille des établissements en 1962.
- hIO Essai de répartition des dépenses des ménages en disques classiques et variétés.

Observations :

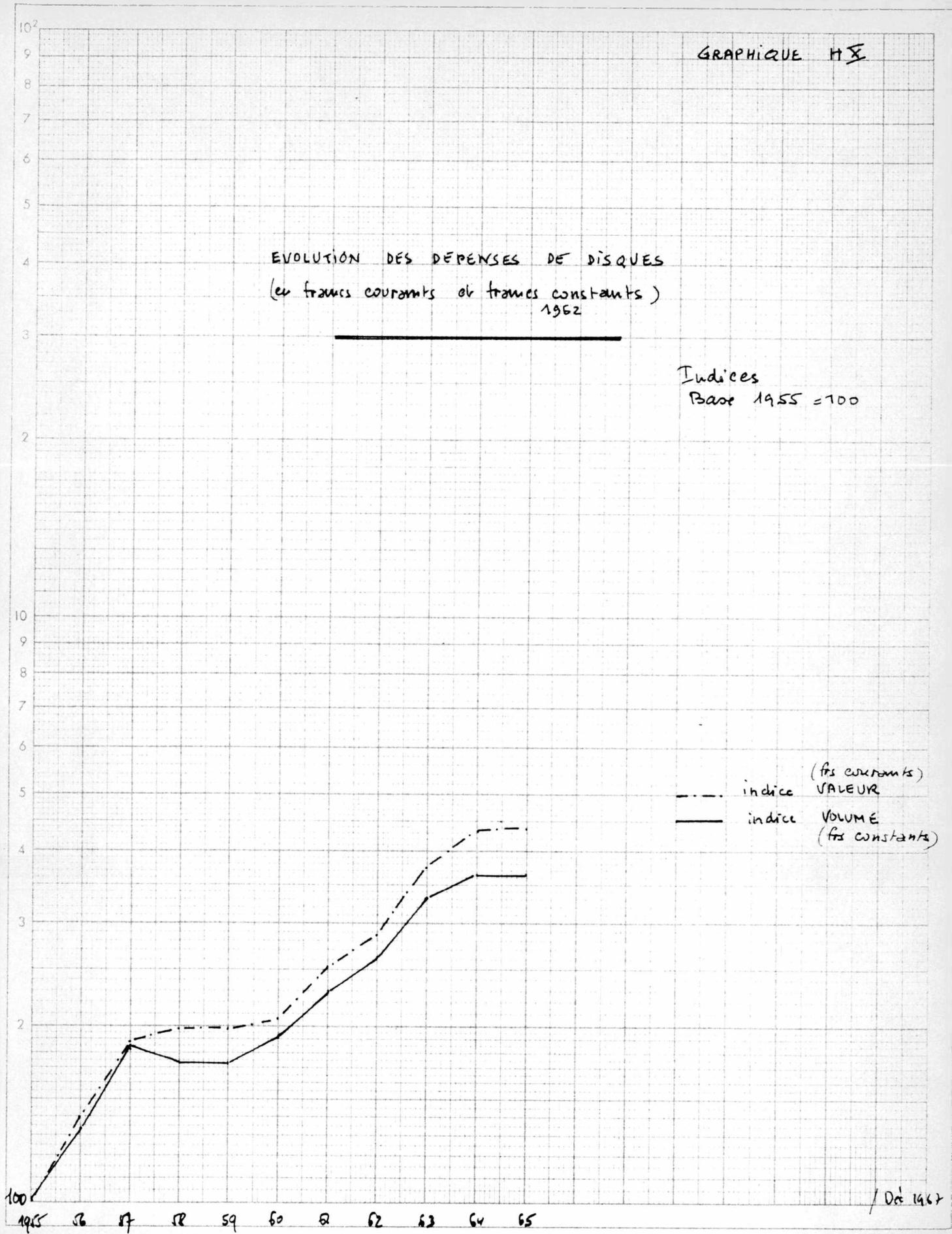
- Augmentation importante du nombre d'établissements ; ils ont presque triplé de 1950 à 1962. Pendant la même période le nombre de salaires a doublé.
- Accroissement important du nombre de disques édités.
- De 1963 à 1966, les ventes ont accusé une baisse de plus de 4 %, ceci au détriment, semble-t-il, des disques de variétés.

o

o o

EVOLUTION DES DEPENSES DE DISQUES  
(en francs courants et francs constants)  
1962

Indices  
Base 1955 = 100



/ Dec 1967

I - RADIO /

46.

Numéro d'activité : Nomenclature I.N.S.E.E.

- 283
- 742.4

Tableau :

- i Evolution du marché d'appareils de radio.

o  
o o

J - CAMERA, APPAREILS PHOTO /

Numéro d'activité : Nomenclature I.N.S.E.E.

- 294
- 767.3

Tableau de la consommation culturelle, chapitre I.

o  
o o

K - TELEVISEURS /

Tableaux :

- k1 Evolution du marché d'appareils de télévision
- k2 Parc des téléviseurs.

o  
o o

L - ELECTROPHONES /

Tableau :

- 1 Evolution du marché d'électrophones.

Observations :

- Secteurs à coefficient de main-d'oeuvre faible 10 % du chiffre d'affaires.
- Développement important de l'activité des entreprises fabriquant des

.../...

appareils radio-récepteurs, des téléviseurs et du matériel de reproduction et d'enregistrement.

- Taux de développement de la production en quantités physiques très variables d'un appareil à un autre :
  - . élevé pour les postes radio à transistor, les postes à modulation de fréquence, les téléviseurs et magnétophones.
  - . élevé pour les électrophones
  - . nul pour les tourne-disques
  - . négatif pour les postes de radio sur secteur.

o

o o

#### M - INSTRUMENTS DE MUSIQUE /

Numéro d'activité : Nomenclature I.N.S.E.E.

- 581 - 582

- 767.5

#### Tableaux :

- m1 Instruments de musique : structure de la branche en 1954 et 1962
- m2 Effectifs et salaires
- m3 Production
- m4 Pianos - Production - Commerce extérieur.

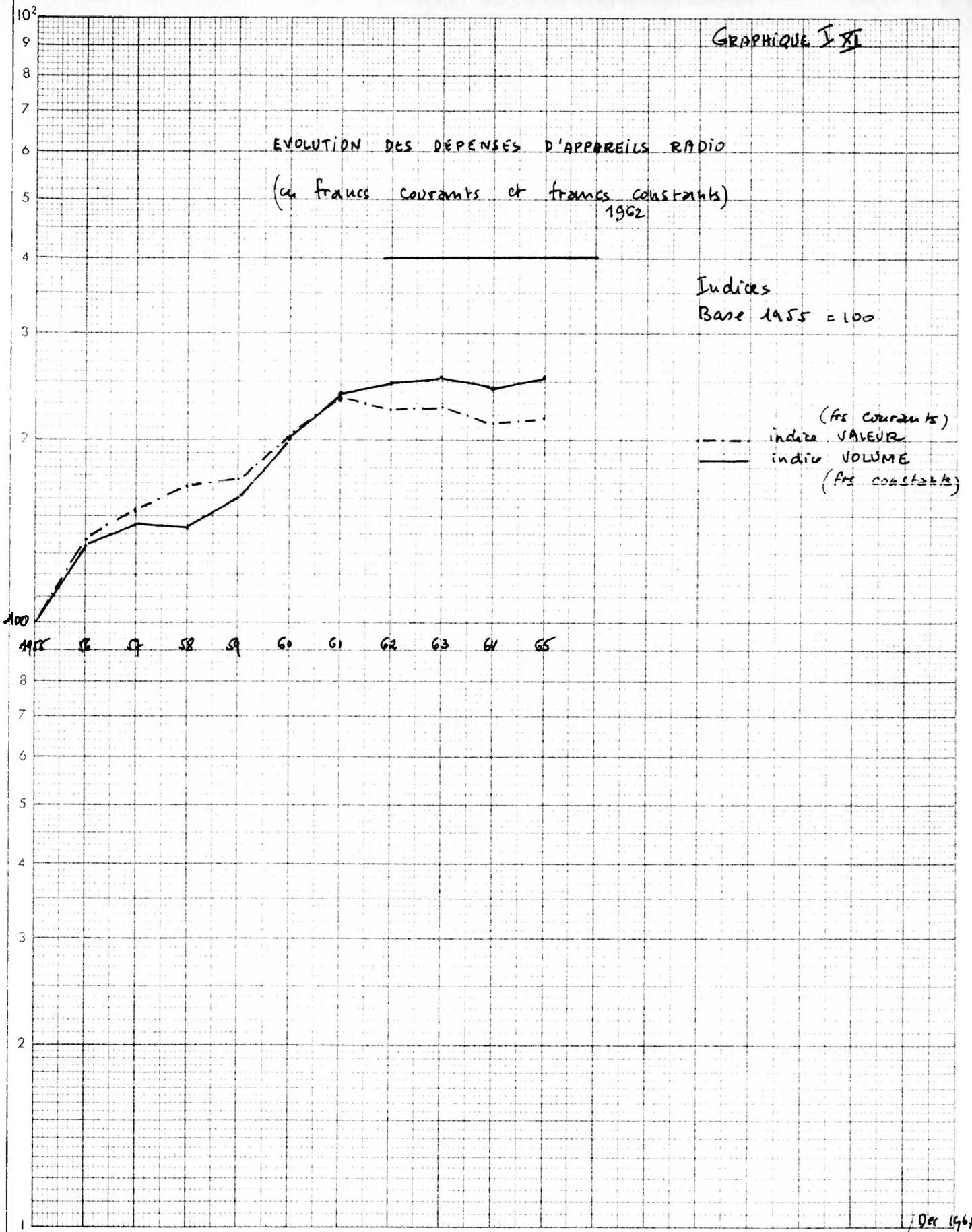
#### Observations :

- Les salaires représentent 40 % du chiffre d'affaires
- Diminution importante du nombre d'établissements de petite taille
- Diminution de l'effectif des salariés (-20 % de 1965 à 1966)
- Tendance à la concentration
- Déclin de l'activité des fabricants
- Tendance à l'accroissement des ventes de pianos dont les importations se sont développées considérablement depuis 1963.

EVOLUTION DES DEPENSES D'APPAREILS RADIO  
(en francs courants et francs constants)  
1962

Indices  
Base 1955 = 100

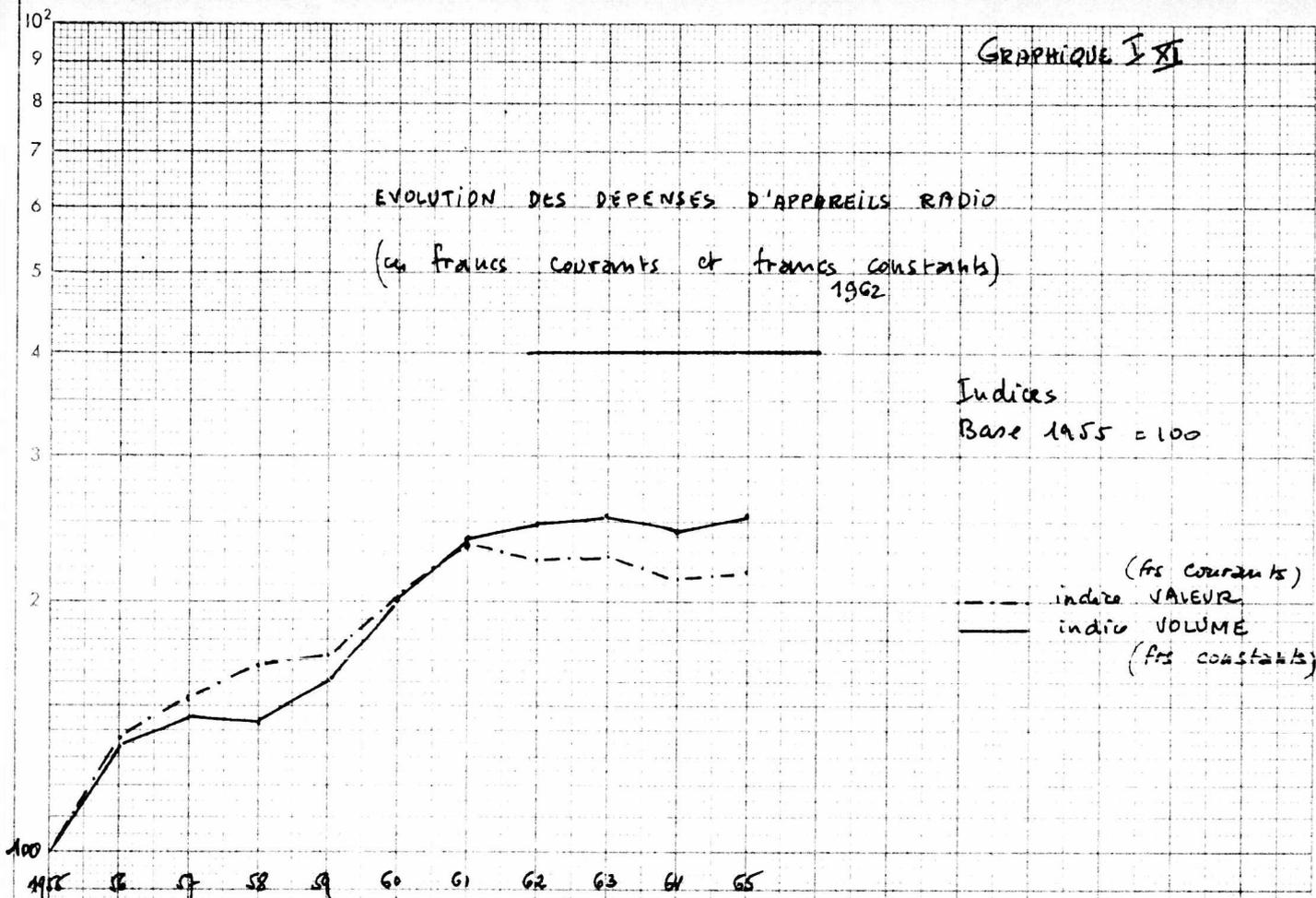
(frs courants)  
----- indice VALEUR  
----- indice VOLUME  
(frs constants)



EVOLUTION DES DEPENSES D'APPAREILS RADIO

(en francs courants et francs constants)  
1962

Indices  
Base 1955 = 100

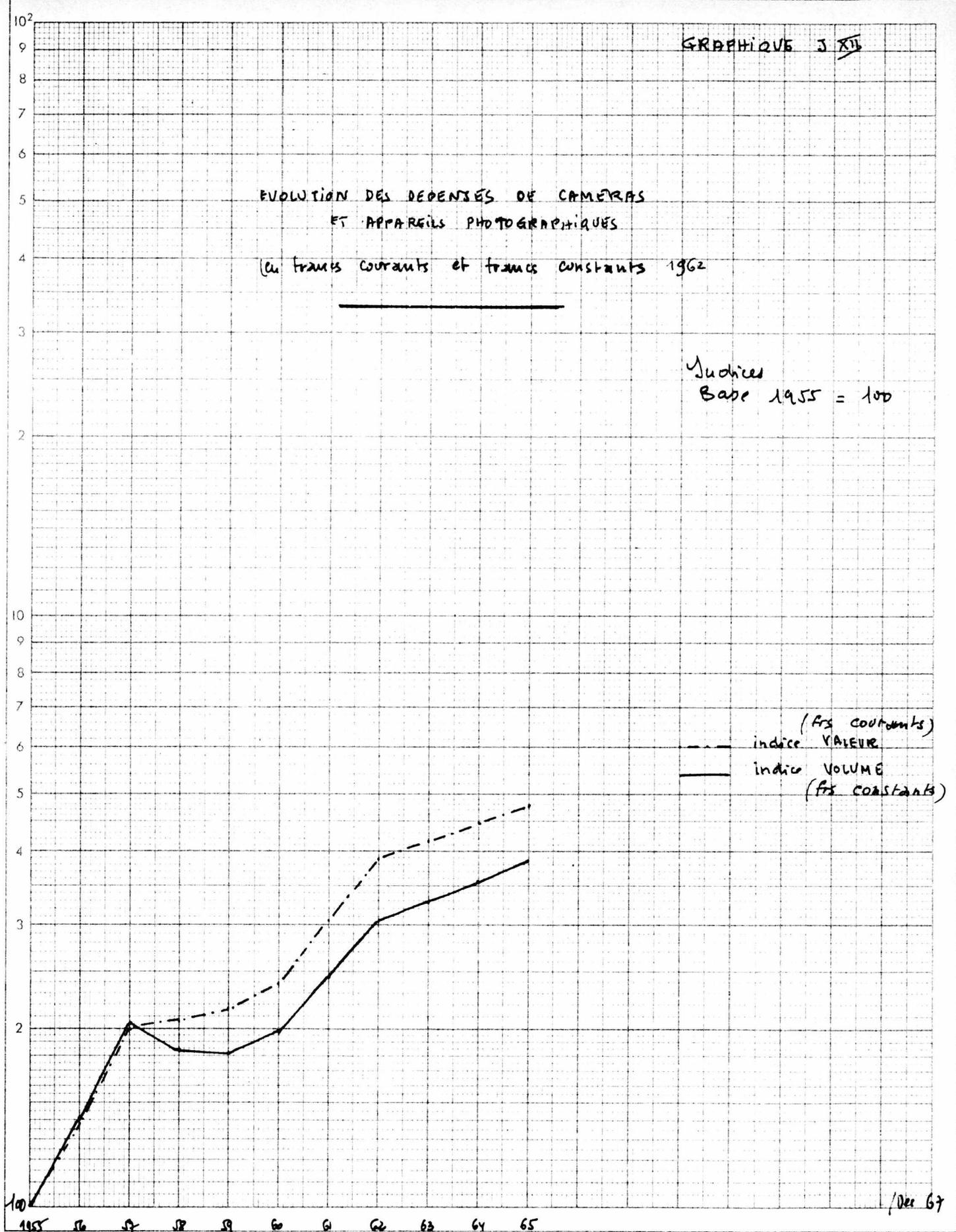


10 Dec 1962

EVOLUTION DES DEPENSES DE CAMERAS  
ET APPAREILS PHOTOGRAPHIQUES

(en francs courants et francs constants 1962)

Indices  
Base 1955 = 100

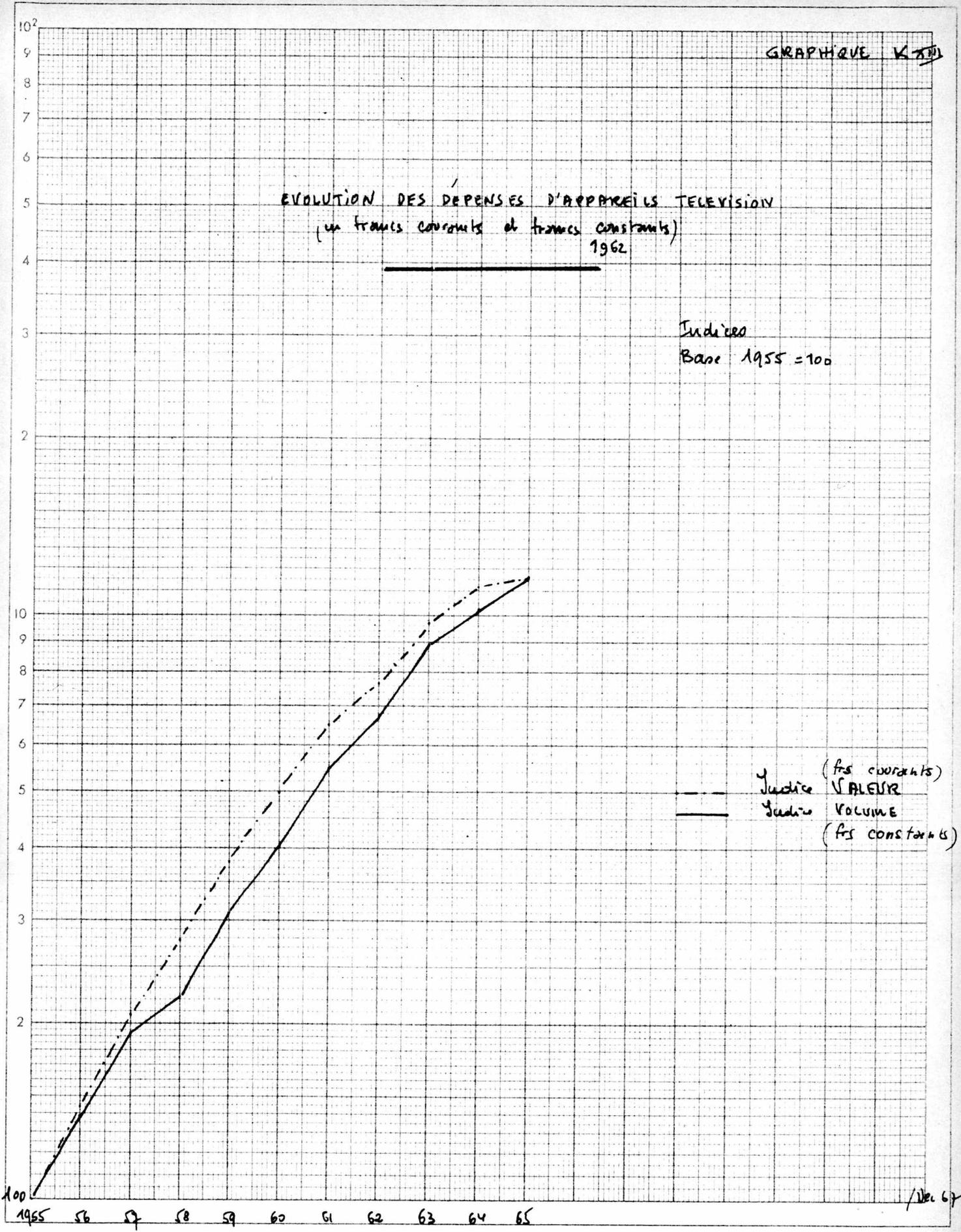


(FRS courants)  
indice VALEUR  
indice VOLUME  
(FRS constants)

/Dec 67

EVOLUTION DES DEPENSES D'APPAREILS TELEVISION  
(en francs courants et francs constants)  
1962

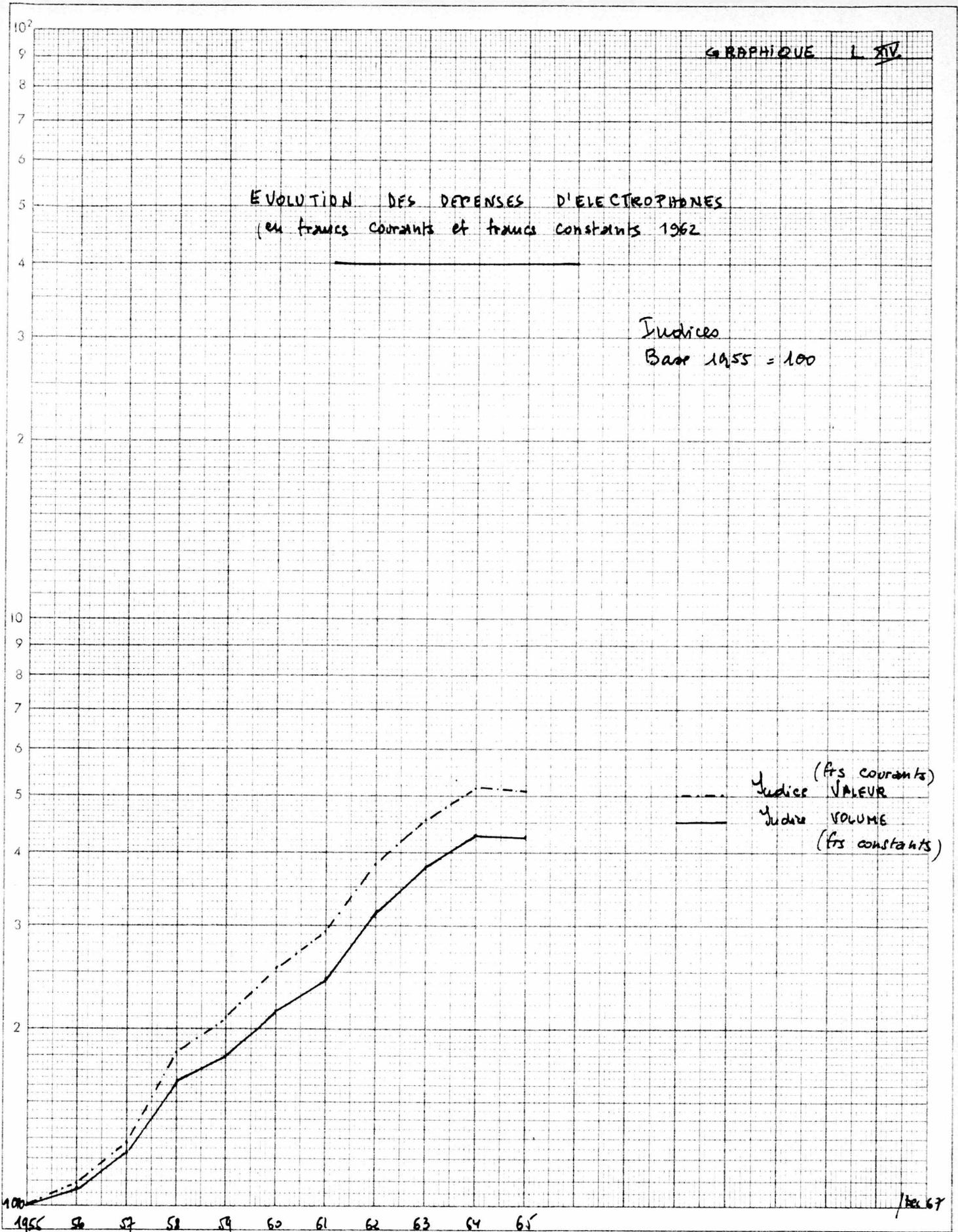
Indices  
Base 1955 = 100



--- Indice VALEUR (frs courants)  
— Indice VOLUME (frs constants)

### EVOLUTION DES DEPENSES D'ELECTROPHONES (en francs courants et francs constants 1962)

Indices  
Base 1955 = 100



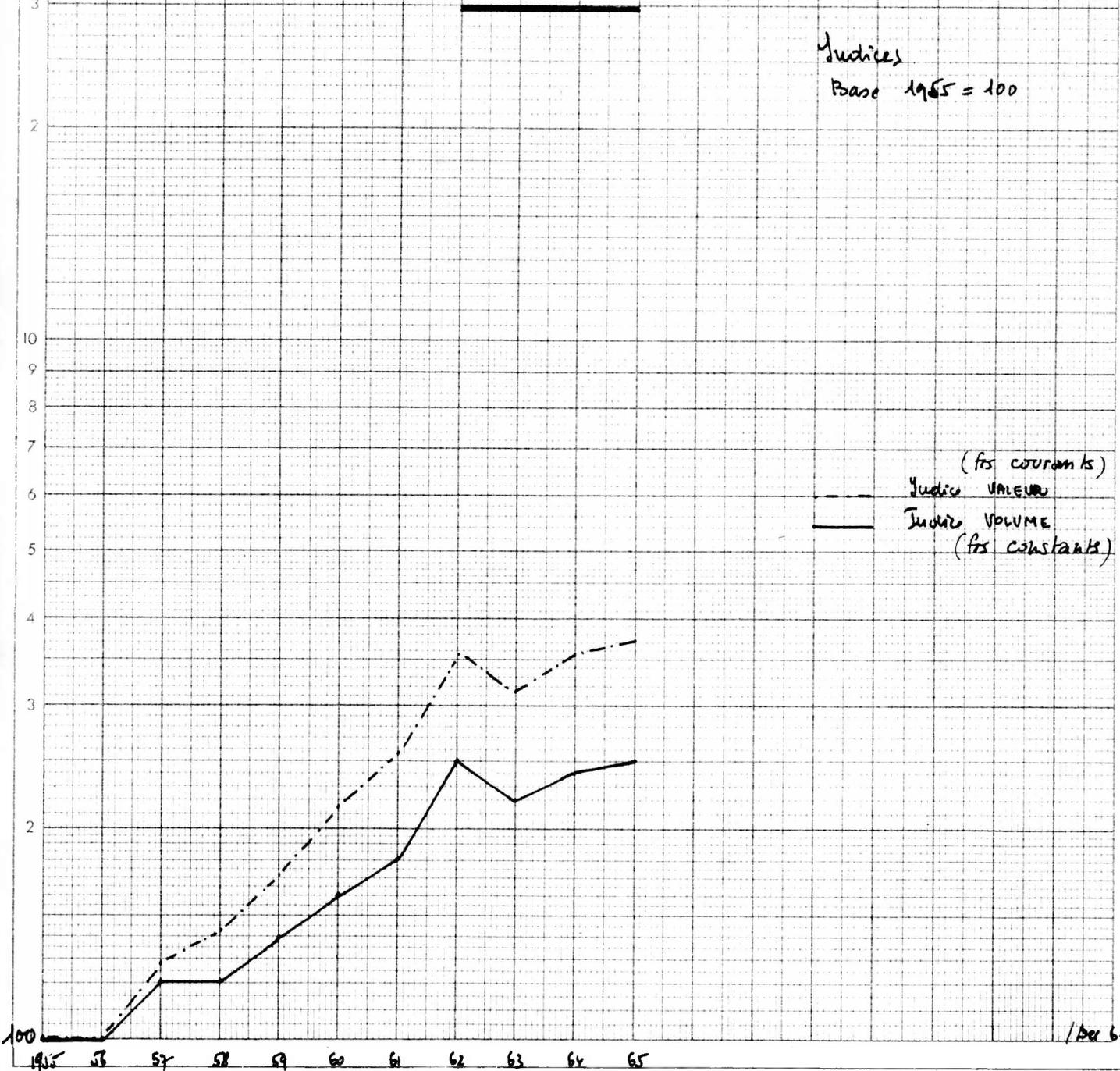
Indice (frs courants)  
VALEUR  
Indice (frs constants)  
VOLUME

1967

EVOLUTION DES DÉPENSES D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE

(en francs courants et francs constants)  
1962

Indices  
Base 1965 = 100



(frs courants)  
Indice VALEUR  
Indice VOLUME  
(frs constants)

1967

9 AVR. 1975

2 ex - n° 1.

